

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40843]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle, les articles 40 et 41 ;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'article 3, § 1^{er}, 9^o, inséré par le décret du 17 mars 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu le rapport du 15 juillet 2022 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 13 octobre 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n^o 241/2022, donné le 21 octobre 2022 ;

Vu l'avis 72.503/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — L'objet, le champ d'application et les définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret du 20 février 2014 : le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

2^o le décret du 6 mai 1999 : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

3^o l'Office : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

4^o la personne : la personne ayant sa résidence principale en région wallonne de langue française ;

5^o le demandeur d'emploi : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1^{er}bis, 2^o/1, 2^o/2 et 2^o/3 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ;

6^o l'opérateur linguistique : l'opérateur qui organise des séjours linguistiques ;

7^o l'opérateur linguistique accrédité : l'opérateur linguistique sélectionné, par projet, au terme d'une procédure d'analyse, basée sur des critères définis, des offres reçues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt organisé par l'Office ;

8^o l'école de langues accréditée : l'école de langues établie au sein de l'Union européenne hors région de langue française ou établie au Royaume-Uni, sélectionnée au terme d'une procédure d'analyse, basée sur des critères définis, des offres reçues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt organisée par l'Office ;

9^o l'immersion linguistique : toute expérience en école de langues, en établissement scolaire ou en entreprise, qui améliore les compétences linguistiques ou les compétences linguistiques appliquées à un métier ;

10^o l'immersion en entreprise : toute expérience en entreprise à l'étranger, en Région flamande ou en Communauté germanophone, qui améliore les compétences linguistiques ou les compétences linguistiques appliquées à un métier ;

11^o l'établissement scolaire : l'établissement scolaire géré par un pouvoir organisateur qui dépend du réseau reconnu par les pouvoirs publics du lieu de l'immersion linguistique ;

12^o l'enseignement qualifiant : l'ensemble des options de l'enseignement secondaire de la Communauté française regroupant l'enseignement technique de qualification et l'enseignement professionnel ;

13^o l'IFAPME : l'Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises institué par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

14° le centre de formation du réseau IFAPME : centre de formation tel que défini à l'article 2, 12°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et agréé selon les conditions de l'arrêté du 24 avril 2014 fixant les conditions relatives à l'agrément des centres de formation pour les indépendants et petites et moyennes entreprises et de leur directeur de centres ;

15° la certification de fin d'études secondaires : le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, le certificat de qualification délivré au terme de la sixième année de l'enseignement secondaire de qualification, technique, artistique ou professionnel ainsi qu'au terme de certaines septièmes années de l'enseignement secondaire de qualification artistique, technique ou professionnel, le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à l'issue des sixièmes années d'enseignement général, technique et artistique ainsi qu'au terme de certaines septièmes années de l'enseignement secondaire professionnel ;

16° le test linguistique : le test de langue ELAO utilisé par l'Office, qui comprend :

a) une partie informatisée qui comprend une partie grammaire, une partie vocabulaire et une partie compréhension à la lecture et à l'audition ;

b) une partie orale qui se base sur un canevas général de questions et un descriptif fin des compétences orales par niveau ;

17° l'allocation d'études : aide financière octroyée aux élèves de l'enseignement secondaire et/ou aux étudiants de l'enseignement supérieur en vertu du décret de la Communauté française du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, et de ses arrêtés d'exécution ;

18° Wallangues : la plateforme d'apprentissage des langues instituée par l'article 39 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 16°, un formateur de l'Office effectue le test oral. Les niveaux de langue identifiés correspondent au Cadre européen commun de référence pour les langues, en abrégé CECR. Pour un besoin d'évaluation plus fine, les niveaux du cadre européen sont subdivisés en quatre sous-niveaux : +0, +25, +50, +75.

CHAPITRE II. — *Les obligations*

Art. 3. La personne est seule responsable de l'ouverture et du maintien de ses droits dans le cadre de la sécurité sociale belge pendant l'immersion linguistique. La personne accomplit à cette fin toutes formalités utiles tant en Belgique qu'à l'étranger.

La personne assume pendant toute la durée de l'immersion les risques liés à la maladie, aux accidents corporels, au rapatriement et à la responsabilité civile. La personne s'assure avant son départ pour l'ensemble des risques précités.

Durant les heures de cours, l'établissement scolaire ou l'école de langues accréditée assure la personne contre les risques d'accidents corporels dont il peut être victime et contre les conséquences pécuniaires encourues par la personne du fait de sa responsabilité civile

Art. 4. L'opérateur linguistique accrédité ou l'école de langues accréditée qui organise l'immersion linguistique, veille au bon déroulement de celle-ci et assure assistance à la personne durant celle-ci.

Si l'immersion linguistique comprend une immersion en entreprise, l'opérateur linguistique accrédité ou l'école de langues accréditée est responsable de l'organisation et du bon déroulement de l'immersion au sein de l'entreprise.

Art. 5. L'Office organise l'identification des niveaux de langues sur la base d'un test linguistique.

Les résultats du test visé à l'alinéa 1^{er} sont valables six mois.

Art. 6. Si la personne met un terme anticipé à l'immersion linguistique, elle en informe immédiatement l'Office et l'opérateur linguistique accrédité, ainsi que l'établissement scolaire, l'école de langues accréditée ou l'entreprise concernée.

CHAPITRE III. — *Les bourses octroyées aux demandeurs d'emploi*

Section 1^{ère}. — L'objet de la bourse et les conditions d'octroi

Art. 7. L'Office peut, aux conditions du présent arrêté, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, octroyer aux demandeurs d'emploi des bourses destinées à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents à une immersion linguistique dans une école de langues accréditée ou à une immersion linguistique en entreprise.

L'immersion visée à l'alinéa 1^{er} se déroule en Région flamande, en Communauté germanophone ou à l'étranger.

Art. 8. Le demandeur d'emploi peut bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans le présent chapitre, si, cumulativement :

1° il est positionné depuis au moins quatre semaines consécutives sur un ou des métiers intégrant la compétence linguistique ;

2° l'immersion linguistique est en lien avec le positionnement métier du demandeur d'emploi ;

3° il suit ou a suivi avec succès une formation qualifiante en lien avec le positionnement métier auprès d'un opérateur d'enseignement ou de formation reconnu ou subventionné par la Région wallonne ou auprès d'un service public ;

4° il a réussi le niveau de test linguistique requis aux sections 4 à 6 du présent chapitre.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, le positionnement métier se définit comme l'identification, susceptible d'évoluer tout au long de sa carrière professionnelle, du ou des métiers sur lequel le demandeur d'emploi souhaite rechercher de l'emploi, qu'il possède ou non toutes les compétences requises.

Sont considérés comme attestant le succès de la formation visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, les titres suivants :

1° le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, le certificat de qualification délivré au terme de la sixième année de l'enseignement secondaire de qualification, technique, artistique ou professionnel ainsi qu'au terme de certaines septièmes années de l'enseignement secondaire de qualification artistique, technique ou professionnel, le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à l'issue des sixièmes années d'enseignement général, technique et artistique ainsi qu'au terme de certaines septièmes années de l'enseignement secondaire professionnel ou tout autre titre équivalent reconnu en Belgique ;

2° le diplôme belge de l'enseignement supérieur du type court ou de type long, une décision belge d'équivalence ou tout autre titre équivalent reconnu en Belgique ;

3° la certification délivrée par l'IFAPME ;

4° le titre de compétences, conformément à l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences ;

5° le certificat de compétences acquises en formation délivré par l'Office ou l'IFAPME ;

6° l'attestation de réussite de l'épreuve de fin de formation délivrée par l'Office.

Art. 9. La bourse couvre, en tout ou en partie, les coûts engagés par le demandeur d'emploi pour :

1° les titres de transport d'un seul aller et retour entre son domicile et son lieu d'hébergement ;

2° la facture de l'école de langues accréditée ou de l'opérateur linguistique accrédité, pour le coût des cours, de l'organisation du séjour et de l'hébergement ;

3° la facture d'hébergement, si non incluse dans la facture de l'école de langues accréditée ou de l'opérateur linguistique accrédité ;

4° les abonnements de transport public souscrits sur place ;

5° pour l'immersion linguistique visée aux sections 4 et 5 du présent chapitre, une indemnité de maximum cinquante euros par semaine pour les frais de nourriture, si ceux-ci ne sont pas repris dans la facture d'hébergement, que ce soit en pension complète ou en demi-pension ;

6° les coûts supplémentaires liés au rapatriement lorsque l'immersion linguistique est interrompue pour cause de force majeure, tels que la guerre, l'émeute ou le soulèvement politique.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour l'immersion linguistique visée à la section 6, la bourse consiste en une indemnité forfaitaire par semaine prestée.

Section 2. — Les modalités d'octroi

Art. 10. L'Office octroie la bourse visée par le présent chapitre sur la base d'un appel aux candidats.

L'appel aux candidats est mensuel et chaque appel dure trois semaines.

Art. 11. Le demandeur d'emploi adresse la demande de bourse à l'Office par toute voie lui conférant date certaine, au moyen du formulaire disponible sur le site de l'Office.

Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions détermine les informations et documents requis.

Art. 12. L'Office vérifie le caractère complet de la demande au regard des informations et documents requis par le formulaire de demande et accuse réception de la demande dans les quinze jours de la réception de celle-ci.

Lorsque la demande est incomplète, l'Office en avise le demandeur d'emploi, dans l'envoi de l'accusé de réception de la demande.

Le demandeur d'emploi introduit les pièces et les renseignements réclamés par toute voie conférant date certaine.

L'Office adresse au demandeur d'emploi, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces et des renseignements manquants.

Si l'Office ne reçoit pas les pièces et les renseignements manquants dans les quinze jours qui suivent la réception du rappel visé à l'alinéa 4, la demande est classée sans suite. L'Office en informe le demandeur d'emploi par envoi recommandé.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque la demande est complète, l'Office instruit la demande au regard des conditions d'octroi :

1° reprises à l'article 8 ;

2° relatives à chaque type d'immersion linguistique visée par les sections 4 à 6 du présent chapitre.

§ 2. L'administrateur général de l'Office ou son délégué, dans les dix jours suivant la date de clôture de l'appel aux candidats, octroie ou refuse la bourse, au regard des conditions d'octroi, visées au paragraphe 1^{er}, et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement au budget général des dépenses de la Région wallonne.

§ 3. L'Office établit un classement motivé des demandes pour les immersions linguistiques organisées aux sections 4 à 6 du présent chapitre, dans les dix jours suivant la date de la clôture de l'appel aux candidats visé à l'article 10, alinéa 1^{er}, en cas de risque de dépassement de l'enveloppe budgétaire affectée au mois correspondant et arrêtée par l'Office par rapport au nombre de demandes réceptionnées et jugées favorables ;

§ 4. L'Office se réfère, pour l'établissement du classement visé au paragraphe 3, aux critères suivants, classés par degré d'importance et selon la pondération déterminée comme suit :

1° l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel du demandeur d'emploi, au regard de son positionnement métier, cinquante pourcents des points sont attribués ;

2° la pertinence de l'immersion au regard du besoin d'expérience professionnelle du demandeur d'emploi, trente pourcents des points sont attribués ;

3° le demandeur d'emploi qui est âgé de moins de trente ans, vingt pourcents des points sont attribués.

L'octroi de la bourse est limité aux dossiers les mieux classés et qui obtiennent au moins soixante pourcents des points.

Le service langues de l'Office transmet à l'administrateur général de l'Office ou la personne déléguée par ses soins la proposition de classement.

Dans les dix jours de la réception du classement, l'administrateur général de l'Office ou la personne déléguée par ses soins, octroie ou refuse la bourse sur la base du classement.

§ 5. Sans préjudice des conditions d'octroi et de liquidation des tranches du présent chapitre, la décision d'octroi porte sur le montant global de la bourse auquel le demandeur d'emploi peut prétendre dans le respect des conditions énoncées relatives à chaque type d'immersion linguistique visée par les sections 4 à 6 du présent chapitre.

L'Office notifie la décision au demandeur d'emploi par envoi recommandé dans les dix jours à dater de la décision.

La décision reprend le relevé des pièces qui doivent être transmises à l'Office pour la liquidation de la première tranche telle que visée à l'article 14, § 2.

Section 3. — Modalités de liquidation et de justification de l'utilisation de la bourse

Art. 14. § 1^{er}. La bourse est liquidée en deux tranches, de manière dégressive.

§ 2. L'Office verse au demandeur d'emploi, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces justificatives pour la liquidation de la première tranche, sur le compte bancaire renseigné à cette fin, la première tranche de la bourse, correspondant à septante-cinq pourcents de la bourse.

Le versement de la première tranche visé à l'alinéa 1^{er} est conditionné à l'envoi, par le demandeur d'emploi, pour l'immersion linguistique visée :

1° à la section 4, d'une facture pro forma de l'école de langues accréditée et, le cas échéant, d'une facture d'hébergement si non incluse dans la facture de l'école de langue accréditée ;

2° à la section 5, du plan de stage délivré par l'entreprise et, le cas échéant, de la facture pro forma de l'opérateur linguistique accrédité et d'une facture d'hébergement si non incluse dans la facture de l'opérateur linguistique accrédité ;

3° à la section 6, de la preuve de la réservation de logement, de la convention d'occupation précaire ou de bail signé, le cas échéant, et d'un plan de stage délivré par l'entreprise.

Les pièces relatives à la liquidation de la première tranche sont transmises à l'Office par toute voie conférant date certaine au plus tard vingt jours avant le départ du demandeur d'emploi.

§ 3. Dans les quinze jours suivant la date de son retour, le demandeur d'emploi transmet par courrier par toute voie conférant date certaine à l'Office les pièces justifiant :

1° la réalité de ses présences aux cours organisés par l'école de langues accréditée ou, en cas d'immersion en entreprise, la réalité de ses présences en entreprise ;

2° les documents d'évaluation ou de travaux liés au projet mis en œuvre, parmi lesquels, pour les immersions linguistiques en école de langues, le rapport relatif à l'immersion et le rapport de visite d'entreprise établis par le demandeur d'emploi en langue cible et pour les immersions linguistiques en entreprise visées aux sections 5 et 6, le rapport établi par le demandeur d'emploi en langue cible.

À défaut de production des pièces dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'Office envoie un rappel par envoi recommandé pour que le demandeur d'emploi produise les pièces dans les quinze jours à compter de la date de réception du rappel.

Sauf cas de force majeure apprécié par l'Office dont les maladies graves ou le décès d'un parent du demandeur d'emploi et dûment justifié par un document officiel, si les pièces justificatives ne sont pas transmises dans les délais, la bourse n'est pas due. Le demandeur d'emploi peut faire valoir ses observations et ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre de créance adressée par l'Office. L'Office confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quinze jours à dater de la réception des moyens de défense.

Le demandeur d'emploi rembourse l'avance déjà perçue dans les trente jours de la réception de la lettre confirmant ou infirmant la demande de remboursement adressée par l'Office.

§ 4. En cas d'absences injustifiées aux cours ou dans l'entreprise en sus du pourcentage de dix pourcents d'absences injustifiées tolérées, la bourse n'est pas due dans sa totalité. L'avance déjà versée demeure acquise au prorata des sommes justifiées et des jours prestés.

L'Office adresse au demandeur d'emploi une lettre de créances l'invitant à rembourser le montant de la bourse déjà versé et non justifié dans les trente jours, même en cas de progression linguistique, et l'invitant à justifier ses absences.

Justifie une absence au sens du présent arrêté :

1° l'indisposition ou la maladie du demandeur d'emploi couverte par certificat médical ou document officiel remis par un centre hospitalier du lieu de l'immersion ;

2° tout document délivré par une autorité publique attestant que le demandeur d'emploi ne pouvait effectuer les démarches administratives accomplies pendant les heures de cours ou de stage à un autre moment ;

3° les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office, dont les maladies graves ou le décès d'un parent du demandeur d'emploi sur base de la transmission d'un document officiel.

§ 5. Dans les dix jours suivants la date de son retour, le demandeur d'emploi avertit l'Office de son retour et convient avec l'Office d'une date pour présenter le test linguistique établissant son niveau de langues post immersion.

En cas de non-présentation du test, la seconde tranche de vingt-cinq pourcents n'est pas due par l'Office, sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office et dûment justifiés.

§ 6. Dans les dix jours de la date de présentation du test linguistique post immersion du demandeur d'emploi, l'Office décide de la liquidation de la seconde tranche de la bourse, au regard des pièces produites et notifie sa décision au demandeur d'emploi.

L'Office adresse un courrier postal ou électronique au demandeur d'emploi l'informant si la procédure de versement du solde de la bourse est ou non entamée.

§ 7. En cas de débours insuffisants pour les immersions linguistiques des sections 4 et 5 du présent chapitre, la bourse n'est pas due dans sa totalité mais au prorata des sommes justifiées.

§ 8. L'obtention frauduleuse de la bourse donne lieu au remboursement des montants versés.

*Section 4. — L'immersion linguistique en école de langues en Europe
hors Région de langue française ou au Royaume-Uni*

Art. 15. Le demandeur d'emploi répondant aux conditions énoncées à l'article 8 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de trois semaines en Belgique hors région de langue française, dans un Etat membre de l'Union européenne ou au Royaume-Uni, en école de langues accréditée offrant au minimum vingt heures pleines de cours par semaine. Cette durée peut être ramenée à deux semaines si le projet professionnel, le niveau linguistique ou la disponibilité du candidat le justifie.

Art. 16. § 1^{er}. L'immersion linguistique visée dans la présente section porte soit :

1° sur le néerlandais, pour une immersion en Région flamande ou aux Pays-Bas ;

2° sur l'allemand, pour une immersion en Allemagne, en Autriche ou en Communauté germanophone ;

3° sur l'anglais, pour une immersion au Royaume-Uni, en Irlande ou à Malte.

§ 2. L'immersion linguistique, outre l'apprentissage en école de langues accréditée, comprend un moment réservé à une ou des visites d'entreprises locales, d'une durée totale de deux heures minimum par séjour, qui fait l'objet d'un rapport établi par le demandeur d'emploi en langue cible et remis au terme de l'immersion.

§ 3. L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est minimum A2 au résultat global.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'immersion est organisée pour une durée de deux semaines, le niveau de langue exigé est minimum B1.

Si le niveau de langue visée aux alinéas 1 et 2 n'est pas atteint, le demandeur d'emploi peut suivre un module de formation de niveau de langue A1 organisé par l'Office ou améliorer son niveau sur Wallangues dans un programme accompagné par un formateur de l'Office.

Art. 17. Le montant maximal de la bourse visée à l'article 15 est de :

- 1° mille cinq cents euros pour l'immersion linguistique de deux semaines hors Belgique ;
- 2° deux mille euros pour l'immersion linguistique de trois semaines hors Belgique ;
- 3° mille sept cents euros pour l'immersion linguistique de deux semaines en Région flamande ou en Communauté germanophone ;
- 4° deux mille deux cents euros pour l'immersion linguistique de trois semaines en Région flamande ou en Communauté germanophone.

Section 5. — L'immersion linguistique en entreprise au sein de l'Union européenne hors Belgique

Art. 18. Le demandeur d'emploi répondant aux conditions énoncées à l'article 8 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de dix ou douze semaines en entreprise dans l'Union européenne hors Belgique organisée par un opérateur linguistique accrédité ou par le demandeur d'emploi, en filière libre.

L'immersion de dix semaines consiste en une immersion en entreprise simple et implique une présence de minimum trente heures en entreprise par semaine.

L'immersion de douze semaines comporte deux semaines de cours préparatoires en école de langues accréditée, à raison de vingt heures par semaine et dix semaines d'immersion en entreprise, à raison de trente heures minimum de présence en entreprise par semaine.

Art. 19. L'immersion linguistique visée dans la présente section porte soit :

- 1° sur le néerlandais pour une immersion aux Pays-Bas ;
- 2° sur l'allemand, pour une immersion en Allemagne ou l'Autriche ;
- 3° sur l'anglais, pour une immersion en Irlande ou à Malte.

Art. 20. L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues :

La langue	La destination et la durée	Le niveau oral	Le niveau de grammaire
Le néerlandais	Immersion de dix semaines	B2	B1+50
	Immersion de douze semaines	B1+50	B1
L'allemand	Immersion de dix semaines	B2	B1+50
	Immersion de douze semaines	B1+50	B1
L'anglais	Immersion de dix semaines Malte	B1+50	B1
	Immersion de douze semaines Malte	B1	B1
	Immersion de dix semaines Irlande	B2+50	B2
	Immersion de douze semaines Irlande	B2	B1+50

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Office peut diminuer le niveau exigé au vu des besoins linguistiques du métier sur lequel le demandeur d'emploi est positionné.

Si le niveau de langue visée aux alinéas 1 et 2 n'est pas atteint, le demandeur d'emploi peut suivre un module de formation organisé par l'Office ou améliorer son niveau sur Wallangues dans un programme accompagné par un formateur de l'Office.

Art. 21. Le montant maximal de la bourse, visée à l'article 18, est de :

- 1° pour les immersions de dix semaines à Malte, deux mille neuf cents euros ;
- 2° pour les immersions de douze semaines à Malte, trois mille neuf cents euros ;
- 3° pour les immersions de dix semaines aux Pays-Bas, en Allemagne, en Autriche ou en Irlande, trois mille deux cents euros ;
- 4° pour les immersions de douze semaines aux Pays-Bas, en Allemagne, en Autriche ou en Irlande, quatre mille deux cents euros.

Section 6. — L'immersion linguistique en entreprise en Région flamande ou en Communauté germanophone

Art. 22. Le demandeur d'emploi répondant aux conditions, énoncées à l'article 8 et à l'article 24, peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de douze semaines en entreprise, en Région flamande ou en Communauté germanophone, qui a répondu positivement à sa recherche d'un stage dans un régime à temps plein.

L'immersion linguistique visée dans la présente section porte sur :

- 1° le néerlandais, en région flamande ;

2° l'allemand, dans la région de langue allemande en Belgique.

L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langues exigé est B1.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'Office peut diminuer le niveau de langues exigé au vu des besoins linguistiques du métier sur lequel le demandeur d'emploi est positionné.

Si le niveau de langue visée aux alinéas 3 et 4 n'est pas atteint, le demandeur d'emploi peut suivre un module de formation organisé par l'Office ou améliorer son niveau sur Wallangues dans un programme accompagné par un formateur de l'Office.

L'immersion en entreprise peut être précédée de deux ou trois semaines de cours préparatoires en école de langues accréditée dans la même langue. L'immersion en entreprise est alors réduite à dix ou neuf semaines.

Art. 23. La collaboration entre l'entreprise et le demandeur d'emploi fait l'objet d'une convention qui détermine la répartition des obligations entre les parties contractantes et qui comprend un plan de stage.

Dans le respect de la convention visée à l'alinéa 1^{er}, le demandeur d'emploi peut prétendre aux indemnités prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

Le demandeur d'emploi bénéficie d'une indemnité forfaitaire correspondant à dix-neuf euros par jour presté soit nonante-cinq euros par semaine s'il présente la preuve de réservation de logement, la convention d'occupation précaire ou le bail signé, relatif à un logement dans la région de langue visée à l'article 22, alinéa 2.

Art. 24. Le demandeur d'emploi s'inscrit à titre complémentaire auprès du service régional de l'emploi du lieu d'exécution du stage en entreprise.

CHAPITRE IV. — *Les bourses de courte durée octroyées aux élèves, aux étudiants et aux apprenants*

Section 1^{ère}. — L'objet de la bourse et des conditions d'octroi

Art. 25. L'Office peut, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, octroyer des bourses destinées à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents à une immersion linguistique de courte durée, à distance ou en présentiel, dans une école de langues, un établissement scolaire ou en entreprise, en Belgique ou à l'étranger.

Art. 26. Une personne peut bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans le présent chapitre, si, cumulativement :

1° elle est âgée au minimum de dix-huit ans au moment de la demande ;

2° elle n'est pas un demandeur d'emploi, n'a pas atteint l'âge légal de la pension, ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre complémentaire ou à titre principal ;

3° elle est au moment de l'introduction de la demande :

a) soit élève régulier dans un établissement secondaire général, de qualification, technique, artistique ou professionnel organisé ou subventionné par la Communauté française, élève ou étudiant régulier dans un établissement d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française ou étudiant régulier dans un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ;

b) soit apprenant régulier dans un centre de formation du réseau IFAPME ;

4° les compétences linguistiques sont nécessaires dans son projet professionnel, ou son projet d'études ou de formation.

Art. 27. La bourse couvre, en tout ou en partie, les coûts engagés par la personne pour :

1° les titres de transport d'un seul aller et retour entre son domicile et son lieu d'hébergement ;

2° la facture de l'école de langues, de l'établissement scolaire ou de l'opérateur linguistique, pour le coût des cours, de l'organisation de la formation et de l'hébergement ;

3° la facture d'hébergement, si non incluse dans la facture de l'école de langues, de l'établissement scolaire ou de l'opérateur linguistique ;

4° les frais de déplacement en transports publics entre le domicile et l'école de langues, l'établissement scolaire ou l'entreprise s'il n'y a pas d'hébergement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, l'hébergement est situé hors région de langue française et Bruxelles.

Art. 28. La personne organise son immersion seul ou par le biais d'une école de langues, d'un établissement scolaire ou d'un opérateur linguistique.

Section 2. — Les modalités d'octroi

Art. 29. L'Office octroie la bourse visée par le présent chapitre sur la base d'un appel aux candidats mensuel publié sur le site internet de l'Office.

Art. 30. § 1^{er}. La personne adresse la demande de bourse à l'Office par toute voie lui conférant date certaine, au moyen du formulaire de demande d'intervention financière disponible sur le site internet de l'Office.

Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions détermine les informations et les documents requis.

§ 2. L'Office vérifie le caractère complet de la demande au regard des informations et des documents visés au paragraphe 1^{er} et accuse réception dans les quinze jours de la réception de celle-ci.

Lorsque la demande est incomplète, l'Office en avise la personne, dans l'envoi de l'accusé de réception de la demande.

La personne introduit les pièces et renseignements réclamés par toute voie conférant date certaine.

L'Office adresse à la personne, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces et des renseignements manquants.

Si l'Office ne reçoit pas les pièces et les renseignements manquants dans les quinze jours qui suivent la réception du rappel visé à l'alinéa 4, la demande est classée sans suite. L'Office en informe la personne par envoi recommandé.

§ 3. L'Administrateur général de l'Office ou la personne déléguée, dans les dix jours suivants la date de clôture de l'appel aux candidats, prend une décision motivée d'octroi ou de refus de la bourse, au regard des conditions d'octroi visées à l'article 26 et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement au budget général des dépenses de la Région wallonne.

§ 4. En cas de risque de dépassement de l'enveloppe budgétaire affectée au mois correspondant et arrêtée par l'Office, la priorité est donnée aux critères suivants classés par ordre d'importance :

1° aux personnes inscrites régulièrement dans l'enseignement qualifiant, inscrites régulièrement en apprentissage dans un centre de formation du réseau IFAPME ou qui bénéficient d'une allocation d'études, quarante pourcents ;

2° à l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel, vingt pourcents ;

3° aux personnes qui disposent d'opportunités limitées d'apprentissage des langues dans leur parcours d'enseignement ou de formation, vingt pourcents ;

4° aux immersions linguistiques portant sur le néerlandais ou l'allemand, vingt pourcents.

§ 5. Sans préjudice des conditions de liquidation des tranches du présent chapitre, la décision d'octroi porte sur le montant global de la bourse auquel la personne peut prétendre dans le respect des conditions énoncées au présent chapitre.

L'Office notifie la décision à la personne par envoi recommandé dans les dix jours à dater de la décision.

Section 3. — Les modalités de liquidation et de justification de l'utilisation de la bourse

Art. 31. § 1^{er}. La bourse visée à l'article 25 est liquidée en une tranche au terme de l'immersion linguistique.

§ 2. L'Office, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces visées à l'alinéa 2, verse la bourse à la personne sur le compte bancaire renseigné à cette fin, au regard des pièces produites. L'Office adresse un courrier postal ou électronique à la personne, l'informant que la procédure de versement du solde de la bourse est entamée.

Le versement de la bourse est conditionné à l'envoi des justificatifs suivants par toute voie conférant date certaine dans un délai de quinze jours suivant la date de son retour :

1° la facture acquittée de l'école de langues, de l'établissement scolaire ou de l'opérateur linguistique ;

2° la réalité de ses présences aux cours organisés par l'école de langues ou l'établissement scolaire, ou en cas d'immersion en entreprise, la réalité de ses présences en entreprise ;

3° la facture des frais de déplacement et d'hébergement ;

4° les titres de transport d'un seul aller et retour entre son domicile et son lieu d'hébergement.

À défaut de production des pièces dans le délai visé à l'alinéa 2, l'Office envoie un rappel par envoi recommandé pour que la personne produise les pièces dans les quinze jours à compter de la date de réception du rappel.

Sauf cas de force majeure apprécié par l'Office dont les maladies graves ou le décès d'un parent de la personne et dûment justifié par un document officiel, si les pièces justificatives ne sont pas transmises dans les délais, la bourse n'est pas due. La personne peut faire valoir ses observations et ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre de créance adressée par l'Office. L'Office confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quinze jours à dater de la réception des moyens de défense. La personne rembourse l'avance déjà perçue dans les trente jours de la réception de la lettre confirmant ou infirmant la demande de remboursement adressée par l'Office.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le montant de la bourse est liquidé en deux tranches pour la personne inscrite régulièrement dans l'enseignement qualifiant, inscrite régulièrement en apprentissage dans un centre de formation du réseau IFAPME ou qui bénéficie d'une allocation d'études.

L'Office, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces justificatives pour la liquidation de la première tranche, verse à la personne sur le compte bancaire renseigné à cette fin, la première tranche de la bourse, correspondant à :

1° septante-cinq pourcents du montant de la bourse si celle-ci couvre une immersion linguistique en école de langues en présentiel ;

2° cinquante pourcents du montant de la bourse dans tous les autres cas.

Le versement de la première tranche est conditionné à l'envoi par la personne, par toute voie conférant date certaine, des justificatifs suivants :

1° l'attestation d'inscription régulière dans un établissement scolaire d'enseignement qualifiant, dans un centre de formation du réseau IFAPME ou un document prouvant l'octroi d'une allocation d'études ;

2° la preuve de l'organisation de l'immersion linguistique en école de langues, en établissement scolaire ou en entreprise ;

3° le cas échéant, la preuve de réservation d'un logement.

La deuxième tranche est conditionnée à l'envoi des justificatifs visés au paragraphe 2, alinéa 2.

Sauf cas de force majeure apprécié par l'Office dont les maladies graves ou le décès d'un parent du demandeur d'emploi et dûment justifié par un document officiel, si les pièces justificatives ne sont pas transmises dans les délais, la bourse n'est pas due. La personne peut faire valoir ses observations et ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre de créance adressée par l'Office. L'Office confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quinze jours à dater de la réception des moyens de défense. La personne rembourse l'avance déjà perçue dans les trente jours de la réception de la lettre confirmant ou infirmant la demande de remboursement adressée par l'Office.

L'Office, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces visées à l'alinéa 4, verse à la personne sur le compte bancaire renseigné à cette fin la deuxième tranche de la bourse, au regard des pièces produites. L'Office adresse un courrier postal ou électronique à la personne l'informant que la procédure de versement du solde de la bourse est entamée.

§ 4. En cas d'absences injustifiées aux cours ou dans l'entreprise en sus du pourcentage de vingt pourcents d'absences injustifiées tolérées, la bourse n'est pas due.

Justifie une absence au sens du présent arrêté :

1° l'indisposition ou la maladie de la personne couverte par certificat médical ou document officiel remis par un centre hospitalier ;

2° tout document délivré par une autorité publique attestant que la personne ne pouvait pas effectuer les démarches administratives accomplies pendant les heures de cours ou de stage à un autre moment ;

3° les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office, dont les maladies graves ou le décès d'un parent de la personne sur base de la transmission d'un document officiel.

Si la personne a bénéficié d'une avance conformément au paragraphe 3 du présent article, l'Office adresse à la personne une lettre de créance l'invitant à rembourser le montant de la bourse déjà versé et non justifié dans les trente jours, et l'invitant à justifier ses absences.

§ 5. En cas de débours insuffisants, la bourse n'est pas due dans sa totalité mais au prorata des sommes justifiées.

§ 6. L'obtention frauduleuse de la bourse donne lieu au remboursement des montants versés.

Section 4. — L'immersion linguistique en école de langues ou en établissement scolaire

Art. 32. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 26 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de deux ou de quatre semaines, en école de langues ou en établissement scolaire, en Autriche, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Irlande ou à Malte offrant :

1° au minimum quarante heures pleines de cours lorsque l'immersion linguistique est de deux semaines ;

2° au minimum quatre-vingts heures pleines de cours lorsque l'immersion linguistique est de quatre semaines.

Art. 33. L'immersion linguistique visée par la présente section porte sur le néerlandais, l'allemand ou l'anglais.

Art. 34. Le montant maximal de la bourse, visée à l'article 32, est de trois cent cinquante euros pour une immersion de deux semaines et de sept cents euros pour une immersion de quatre semaines.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant maximal de l'immersion linguistique nécessitant des frais d'hébergement ou de déplacement hors région de langue française s'élève à cinq cents euros pour une immersion de deux semaines et mille euros pour une immersion de quatre semaines.

Le montant de la bourse visée aux alinéa 1 et 2 est majoré à concurrence de cent pourcents si la personne est inscrite régulièrement dans l'enseignement qualifiant, inscrite régulièrement en apprentissage à l'IFAPME ou bénéficie d'une allocation d'études.

Section 5. — L'immersion linguistique à distance

Art. 35. La personne répondant aux conditions, énoncées à l'article 26, peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique à distance pour une durée minimum de deux semaines à six mois maximum, proposée par une école de langues ou un établissement scolaire, offrant au minimum quarante heures pleines de cours pour la période totale.

Art. 36. L'immersion linguistique à distance porte soit sur le néerlandais, l'allemand ou l'anglais.

Art. 37. Le montant maximal de la bourse visée à l'article 35 est de trois cent cinquante euros.

Le montant de la bourse visée à l'alinéa 1^{er} est majoré à concurrence de cent pourcents si la personne est inscrite régulièrement dans l'enseignement qualifiant, inscrite régulièrement en apprentissage dans un centre de formation du réseau IFAPME ou bénéficie d'une allocation d'études.

Section 6. — L'immersion linguistique en entreprise

Art. 38. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 26 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de deux semaines ou quatre semaines en entreprise en Région flamande, en Communauté germanophone, ou en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Irlande ou à Malte, organisé le cas échéant par une école de langues, un établissement scolaire ou un opérateur linguistique impliquant :

1° une présence de minimum quarante heures en entreprise lorsque l'immersion linguistique est de deux semaines ;

2° une présence de minimum quatre-vingts heures en entreprise lorsque l'immersion linguistique est de quatre semaines.

Art. 39. L'immersion linguistique visée par la présente section porte soit :

1° sur le néerlandais, pour une immersion linguistique en Région flamande ou aux Pays-Bas ;

2° sur l'allemand, pour une immersion linguistique en Allemagne, Autriche ou en Communauté germanophone ;

3° sur l'anglais, pour une immersion linguistique, en Irlande ou à Malte.

Art. 40. La collaboration entre l'entreprise et la personne fait l'objet d'une convention qui détermine la répartition des obligations entre les parties contractantes et qui comprend un plan de stage. Le modèle de la convention à utiliser est disponible sur le site internet de l'Office.

Art. 41. Le montant maximal de la bourse visée à l'article 38 est de trois cent cinquante euros pour la formule d'immersion de deux semaines et de sept cents euros pour la formule d'immersion de quatre semaines.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant maximal de l'immersion linguistique nécessitant des frais de déplacement ou d'hébergement hors région de langue française s'élève à cinq cents euros pour une immersion linguistique de deux semaines et mille euros pour une immersion linguistique de quatre semaines.

Le montant de la bourse visée aux alinéas précédents est majoré à concurrence de cent pourcents si la personne est inscrite régulièrement dans l'enseignement qualifiant, inscrite régulièrement en apprentissage dans un centre de formation du réseau IFAPME ou bénéficie d'une allocation d'études.

CHAPITRE V. — Les bourses de longue durée octroyées aux personnes ayant terminé un parcours d'enseignement secondaire

Section 1^{ère}. — L'objet de la bourse et les conditions d'octroi

Art. 42. L'Office peut, aux conditions du présent arrêté, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, octroyer des bourses destinées à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents à une immersion linguistique de longue durée de dix-huit semaines à dix mois dans une école de langues accréditée ou un établissement scolaire en Belgique ou à l'étranger.

Art. 43. Une personne peut bénéficier de la bourse pour l’immersion linguistique de longue durée visée dans le présent chapitre, si, cumulativement :

1° au moment de l’immersion linguistique, elle est titulaire d’une certification de fin d’études secondaires, ou d’une décision belge d’équivalence ou tout autre titre équivalent reconnu en Belgique, ou d’un certificat d’apprentissage de l’IFAPME ;

2° elle sollicite la bourse l’année civile de la certification de fin d’études secondaires ou du certificat d’apprentissage de l’IFAPME ;

3° elle justifie d’un besoin de compétences linguistiques dans le projet professionnel, le projet d’études ou de formation de la personne ;

4° elle a réussi le niveau de test linguistique requis à l’article 51, § 3.

Art. 44. La bourse couvre, de manière forfaitaire, les coûts engagés par la personne pour :

1° les titres de transport d’un seul aller et retour entre son domicile et son lieu d’hébergement ;

2° la facture de l’école de langues accréditée ou de l’opérateur linguistique accrédité, pour le coût des cours, de l’organisation du séjour et de l’hébergement ;

3° la facture d’hébergement, si non incluse dans la facture de l’école de langues accréditée ou de l’opérateur linguistique accrédité ;

4° les abonnements de transport public souscrits sur place.

Section 2. — Les modalités d’octroi

Art. 45. L’Office octroie la bourse visée par le présent chapitre sur la base d’un appel aux candidats.

L’appel aux candidats est annuel et commence le 15 janvier et se termine le 15 mars.

Art. 46. La personne adresse la demande de bourse à l’Office par toute voie lui conférant date certaine, au moyen du formulaire disponible sur le site internet de l’Office.

Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions détermine les informations et les documents requis.

Art. 47. L’Office vérifie le caractère complet de la demande au regard des informations et documents requis, visés à l’article 46, et accuse réception de la demande dans les quinze jours de la réception de celle-ci.

Lorsque la demande est incomplète, l’Office en avise la personne, dans l’envoi de l’accusé de réception de la demande.

La personne introduit les pièces et les renseignements réclamés par toute voie conférant date certaine.

L’Office adresse à la personne, dans les quinze jours qui suivent la date d’envoi de l’accusé de réception, un rappel du relevé des pièces et des renseignements manquants.

Si l’Office ne reçoit pas les pièces et les renseignements manquants dans les quinze jours qui suivent la réception du rappel, visé à l’alinéa 4, la demande est classée sans suite. L’Office en informe la personne par envoi recommandé.

Art. 48. § 1^{er}. Lorsque la demande est complète, l’Office instruit la demande au regard des conditions d’octroi :

1° reprises à l’article 43 ;

2° spécifiques pour l’immersion linguistique visée à la section 4.

§ 2. L’Office établit un classement motivé des demandes pour les immersions linguistiques, dans les cinquante jours suivant la date de clôture de l’appel aux candidats.

§ 3. L’Office se réfère, pour l’établissement du classement visé au paragraphe 2, aux critères suivants, classés par degré d’importance et selon la pondération déterminée comme suit :

1° la certification de fin d’études secondaires de l’enseignement qualifiant, le certificat d’apprentissage de l’IFAPME, l’octroi d’une allocation d’études de l’année scolaire N ou l’admissibilité à une allocation d’études supérieures aux conditions de l’année scolaire N-1, quarante pourcents des points sont attribués ;

2° l’importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel, le projet d’études ou de formation visé, quarante pourcents des points sont attribués ;

3° l’immersion linguistique portant sur le néerlandais, l’allemand, ou sur l’année multilingue, vingt pourcents des points sont attribués.

L’octroi de la bourse est limité aux dossiers les mieux classés.

Le service langues de l’Office transmet à l’administrateur général de l’Office ou la personne déléguée par ses soins la proposition de classement.

§ 4. L’administrateur général de l’Office ou la personne déléguée par ses soins, dans les dix jours de la réception du classement, et au plus tard le 20 mai, octroie ou refuse la bourse, au regard des conditions d’octroi visées au paragraphe 1^{er}, des critères de priorité, visés au paragraphe 3, et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement au budget général des dépenses de la Région wallonne.

§ 5. L’Office décide de l’octroi sous la condition suspensive de l’obtention d’une certification de fin d’études secondaires ou d’une décision belge d’équivalence reconnu en Belgique, transmise par la personne au plus tard le 15 juillet de l’année de la délivrance de celui-ci.

A défaut de titre officiel délivré par la Communauté française, une attestation de réussite délivrée sur l’honneur par l’établissement d’enseignement secondaire vaut comme preuve de l’obtention d’une certification de fin d’études secondaires.

Si l’obtention intervient dans le cadre d’une seconde session, la personne transmet à l’Office, pour le 15 juillet de l’année de départ, un document certifiant son inscription aux examens de seconde session. A l’issue de ceux-ci, elle transmet la preuve de l’obtention d’une certification de fin d’études secondaires ou d’une décision belge d’équivalence, au plus tard le 30 septembre de l’année de délivrance du document.

A défaut de la réception des documents requis le 15 juillet de l’année de départ, l’Office envoie, dans les dix jours, un rappel par envoi recommandé avertissant la personne que la bourse ne sera pas due si cette preuve n’est pas transmise dans les quinze jours suivants la réception du rappel.

Si la personne n'a pas produit la preuve de sa réussite dans les délais fixés, la condition suspensive visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas réalisée et la bourse n'est pas octroyée.

§ 6. Sans préjudice des conditions d'octroi et de liquidation des tranches du présent chapitre, la décision d'octroi porte sur le montant global de la bourse auquel la personne peut prétendre.

L'Office notifie la décision à la personne par envoi recommandé dans les dix jours à dater de la décision.

Section 3. — Les modalités de liquidation et de justification de l'utilisation de la bourse

Art. 49. § 1^{er}. La bourse visée à l'article 42 est liquidée en deux tranches, de manière dégressive.

§ 2. L'Office verse à la personne, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces justificatives pour la liquidation de la première tranche, sur le compte bancaire renseigné à cette fin, la première tranche de la bourse, correspondant à septante-cinq pourcents de la bourse.

Le versement de la première tranche, visé au paragraphe 1^{er}, est conditionné à l'envoi, par la personne :

1° de la preuve de l'obtention de la certification de fin d'études secondaires, d'une décision belge d'équivalence ou tout titre équivalent reconnu en Belgique ;

2° de la preuve de l'organisation de l'immersion linguistique en école de langues accréditée ou en établissement scolaire ;

3° du document prouvant l'octroi d'une allocation d'études pour l'année scolaire N ou l'admissibilité, de la personne ou de la ou les personnes qui ont fiscalement à charge la personne qui souhaite bénéficier de la bourse ou de celles qui pourvoient à son entretien, à une allocation d'études supérieures aux conditions de l'année scolaire N-1, pour la bourse majorée prévue à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si les documents nécessaires pour déterminer l'admissibilité de la personne à une allocation d'études supérieures ne peuvent pas être transmis à l'Office pour le 15 juillet, la bourse sera liquidée en trois tranches, à savoir l'avance du montant de la bourse de base dans les délais fixés à l'alinéa 1, l'avance du montant de la majoration dans les quinze jours à dater de la réception des pièces ; visées à l'alinéa 2, 3° ; et le solde selon les dispositions définies au paragraphe 6.

§ 3. Pour le 15 août de l'année du retour de l'immersion au plus tard, la personne transmet par toute voie conférant date certaine à l'Office les pièces justifiant :

1° la réalité de ses présences aux cours organisés par l'établissement scolaire ou par l'école de langues accréditée ;

2° les documents d'évaluation ou de travaux liés au projet mis en œuvre, parmi lesquels, le rapport relatif à l'immersion et le rapport de visite d'entreprise établis par la personne en langue cible.

A défaut de production des pièces dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'Office envoie un rappel par envoi recommandé par que la personne produise les pièces dans les quinze jours à compter de la date de réception du rappel.

Sauf cas de force majeure apprécié par l'Office dont les maladies graves ou le décès d'un parent du demandeur d'emploi et dûment justifié par un document officiel, si les pièces justificatives ne sont pas transmises dans les délais, la bourse n'est pas due. La personne peut faire valoir ses observations et ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre de créance adressée par l'Office. L'Office confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quinze jours à dater de la réception des moyens de défense. La personne rembourse l'avance déjà perçue dans les trente jours de la réception de la lettre confirmant ou infirmant la demande de remboursement adressée par l'Office.

§ 4. Au plus tard le 15 septembre de l'année du retour d'immersion, l'Office organise la date de présentation du test linguistique post immersion.

En cas de non-présentation du test linguistique ou en cas d'amélioration insuffisante du niveau de langue ; telle que visée à l'article 53, § 2, la seconde tranche de vingt-cinq pourcents n'est pas due par l'Office, sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office et dûment justifiés.

§ 5. En cas d'absences injustifiées aux cours en sus du pourcentage de dix pourcents d'absences injustifiées tolérées, la bourse n'est pas due dans sa totalité. L'avance déjà versée demeure acquise au prorata des sommes justifiées et des jours prestés.

L'Office adresse à la personne une lettre de créances l'invitant à rembourser le montant de la bourse déjà versé et non justifié dans les trente jours, même en cas de progression linguistique, et l'invitant à justifier ses absences.

Justifie une absence au sens du présent arrêté :

1° l'indisposition ou la maladie de la personne couverte par certificat médical ou document officiel remis par un centre hospitalier du lieu de l'immersion ;

2° tout document délivré par une autorité publique attestant que la personne ne peut pas effectuer les démarches administratives accomplies pendant les heures de cours ou de stage à un autre moment ;

3° les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office, dont les maladies graves ou le décès d'un parent de la personne sur base de la transmission d'un document officiel.

§ 6. Dans les dix jours de la date de présentation du test linguistique post immersion de la personne, et moyennant remise des pièces justificatives prévues au paragraphe 3, l'Office décide de la liquidation de la seconde tranche de la bourse, au regard des pièces produites et notifie sa décision à la personne.

L'Office adresse un courrier postal ou électronique à la personne, selon le choix déterminé par la personne dans le formulaire visé à l'article 46, l'informant que la procédure de versement du solde de la bourse est entamée.

§ 7. L'obtention frauduleuse de la bourse donne lieu au remboursement des montants versés.

Section 4. — L'immersion linguistique en école de langues ou en établissement scolaire

Art. 50. § 1^{er}. Une personne répondant aux conditions énoncées à l'article 43 peut solliciter une bourse pour une immersion linguistique de dix-huit semaines à dix mois, en école de langues accréditée ou en établissement scolaire, offrant au minimum vingt heures de cours par semaine.

§ 2. L'immersion porte sur le néerlandais, sur l'allemand, sur l'anglais, ou sur une combinaison de deux de ces langues, ci-après dénommée « année multilingue », dans les régions et les pays suivants :

1° pour le néerlandais, la région flamande, les Pays-Bas ;

2° pour l'allemand, la Communauté germanophone, l'Allemagne, l'Autriche ;

3° pour l'anglais, l'Irlande, Malte, le Royaume-Uni, le Canada hors Québec, les états continentaux des Etats-Unis et tout autre pays jugé adéquat par la ministre sur proposition de l'Office.

Pour l'immersion linguistique organisée en école de langues, par un opérateur linguistique accrédité, l'Office ne retient que les régions et pays européens précités ou ceux jugés adéquats par la ministre sur proposition de l'Office conformément à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Art. 51. § 1^{er}. Les formules proposées portent sur, soit :

1° une année scolaire complète, en établissement scolaire, dans une seule langue ;

2° une année scolaire complète, en école de langues accréditée en néerlandais ou en allemand ;

3° un semestre, en établissement scolaire ou en école de langues accréditée, dans une seule langue ;

4° une année multilingue au sens de l'article 50, de deux semestres scolaires, dans deux langues différentes, mais pouvant combiner un semestre en école de langues accréditée et un semestre en établissement scolaire.

En établissement scolaire, l'immersion linguistique s'effectue à un niveau d'étude équivalent à celui de l'avant-dernière ou de la dernière année d'études secondaires, ou de la première année de l'enseignement supérieur. En école de langues accréditée, l'immersion linguistique comporte dix-huit semaines au minimum de cours de langue par semestre.

§ 2. L'immersion linguistique, outre l'apprentissage en école de langues accréditée ou en établissement scolaire, comprend un moment réservé à une ou des visites d'entreprises locales, d'une durée totale de douze heures par semestre, qui fait l'objet d'un rapport établi en langue cible par la personne et remis au terme de l'immersion.

Les visites d'entreprises peuvent se dérouler sous forme virtuelle avec une durée adaptée moyennant l'accord préalable de l'Office.

§ 3. L'immersion linguistique exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est A1 dans la langue de l'immersion, et A2+50 en néerlandais ou allemand si le projet est une immersion unilingue en anglais.

Art. 52. Un opérateur linguistique accrédité ou la personne organise l'immersion linguistique visée dans la présente section. L'opérateur linguistique accrédité est responsable de l'organisation de l'immersion linguistique et assure assistance à la personne.

Art. 53. § 1^{er}. La bourse visée à l'article 50 est d'un montant forfaitaire de deux mille euros par semestre.

La bourse est majorée à concurrence de cent pourcents si la personne dispose d'une certification de fin d'études secondaires de l'enseignement qualifiant, d'un certificat d'apprentissage de l'IFAPME ou si la personne, ou les personnes qui ont fiscalement à charge la personne qui souhaite bénéficier de la bourse ou celles qui pourvoient à son entretien, bénéficie d'une allocation d'études de l'année scolaire N ou est admissible à une allocation d'études supérieures aux conditions de l'année scolaire N-1.

§ 2. La liquidation de la seconde tranche de la bourse est conditionnée à l'amélioration du niveau dans la langue cible, exigée à l'issue de l'immersion linguistique.

La progression exigée au retour varie selon le niveau linguistique de départ, selon le tableau suivant :

Stage unilingue d'une année	
Le niveau de départ :	La progression minimale demandée :
A1	2 niveaux
A2	1 niveau et demi
A partir de A2+75	1 niveau
B2	½ niveau
Le stage d'un semestre unique et d'une année multilingue	
Le niveau de départ :	La progression minimale demandée par semestre :
Jusqu'au A2+25	1 niveau
A2+50	¾ de niveau
B1	½ niveau
B2	¼ de niveau

Pour l'immersion linguistique année multilingue, visée par l'article 50, § 2, la progression totale exigée équivaut à la somme des progressions minimales des deux semestres.

La progression minimale dans une des deux langues peut, par dérogation, être d'un demi-niveau, pour autant que la progression dans l'autre langue permet d'atteindre la progression totale exigée conformément à l'article 53, § 2, alinéa 3.

À partir d'un niveau de départ B1, la progression minimale dans une des deux langues est d'un quart de niveau, compensée obligatoirement par la progression dans l'autre langue.

À partir d'un niveau de départ C1, le test linguistique est présenté et les résultats du test effectué au retour doivent être au moins équivalents aux résultats du test avant le départ en immersion.

CHAPITRE VI. — *Le cumul*

Art. 54. Une même personne peut bénéficier au maximum de deux bourses d'immersion linguistique si, soit :

1° les deux immersions linguistiques contiennent au moins une immersion en entreprise ;

2° les deux immersions linguistiques se réalisent dans deux langues différentes.

Pour l'application de l'alinéa 1, 1^o, si les immersions sont réalisées dans la même langue, et que la première immersion linguistique a été réalisée en école de langues accréditée ou en établissement scolaire, la personne ne peut bénéficier des cours préparatoires prévus pour les immersions linguistiques en entreprise aux articles 18, alinéa 3, et 22, alinéa 6.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un demandeur d'emploi peut bénéficier de maximum trois bourses d'immersion linguistique si ces immersions linguistiques sont effectuées dans au moins deux langues différentes et si deux de ces trois immersions linguistiques sont des immersions linguistiques en entreprise en Région flamande ou en Communauté germanophone, telles que visées par la section 6 du chapitre 3.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la personne, bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique pour une immersion linguistique interrompue durant le premier tiers de la durée prévue pour cas de force majeure, peut réintroduire une demande en vue d'obtenir une nouvelle bourse d'immersion linguistique moyennant l'autorisation de l'Office.

CHAPITRE VII. — *Les dispositions communes*

Art. 55. Pour le calcul des délais du présent arrêté, le jour de l'acte, qui est le point de départ du délai, n'est pas compris dans ce délai. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au plus prochain jour ouvrable, à savoir tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Art. 56. L'Office est chargé de récupérer par toutes voies de droit, les bourses indûment versées, indûment utilisées ou demeurées injustifiées.

Art. 57. L'Office procède tous les ans à une évaluation de la mise en œuvre des chapitres 3, 4 et 5 et communique le rapport d'évaluation au Ministre qui a la Formation dans ses attributions et au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Le rapport d'évaluation visé à l'alinéa 1^{er} porte au minimum sur le nombre de bourses octroyées, la répartition des bourses par genre et par secteur d'activité ou métier. Pour les chapitres 3 et 5, il porte également sur la progression du niveau de compétences linguistiques des bénéficiaires. Pour le chapitre 3, il porte également sur le parcours des demandeurs d'emploi dans les douze mois de l'immersion linguistique. Les différentes données figurant dans le rapport d'évaluation seront anonymisées.

Toute campagne promotionnelle ou d'information comporte obligatoirement la mention de la participation de la Région wallonne.

Art. 58. § 1^{er}. Chacune des parties est responsable de traitement pour les données qu'elle traite dans le cadre de ses propres missions en exécution du décret du 20 février 2014. Chacune des parties garantit le respect des droits des personnes concernées quant au traitement de leurs données.

§ 2. L'Office traite les données à caractère personnel des candidats et des personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique conformément à l'article 4/1 du décret du 6 mai 1999.

Les données des candidats et des personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique sont centralisées, agrégées et conservées dans leur dossier unique.

§ 3. L'Office et l'opérateur linguistique accrédité sont autorisés à échanger, en ce qui concerne les personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique, les catégories de données, visées à l'article 4/1, §1^{er}, 1^o, 3^o, 5^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 19^o, du décret du 6 mai 1999.

§ 4. L'Office et l'école de langues accréditée sont autorisés à échanger, en ce qui concerne les personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique, les catégories de données, visées à l'article 4/1, §1^{er}, 1^o, 3^o, 5^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 19^o, du décret du 6 mai 1999.

§ 5. L'Office et l'établissement scolaire sont autorisés à échanger, en ce qui concerne les personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique, les catégories de données, visées à l'article 4/1, §1^{er}, 1^o, 3^o, 5^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 19^o, du décret du 6 mai 1999.

§ 6. L'opérateur linguistique accrédité, l'école de langues accréditée, l'opérateur linguistique, l'entreprise et l'établissement scolaire traitent les données administratives, les données relatives aux études, aux formations et aux langues maîtrisées, les données relatives aux qualifications professionnelles, aux aspirations professionnelles et le cas échéant, aux expériences professionnelles ainsi que les données relatives aux actions réalisées dans le cadre de l'immersion linguistique concernant la personne bénéficiant de la bourse d'immersion linguistique dans la mesure de ce qui est nécessaire à l'exécution de leurs missions.

§ 7. L'opérateur linguistique accrédité et l'école de langues accréditée conservent les données à caractère personnel traitées dans le cadre du décret du 20 février 2014 au maximum pendant 10 ans à partir de la fin de l'immersion linguistique.

CHAPITRE VIII. — *Les dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 59. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle s'applique aux bourses octroyées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 60. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Namur, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40843]

21 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming, inzonderheid op de artikelen 40 en 41;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi", artikel 3, § 1, 9°, ingevoegd bij het decreet van 17 maart 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming;

Gelet op het rapport van 15 juli 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 september 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 september 2022;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 13 oktober 2022;

Gelet op advies nr. 241/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 oktober 2022;

Gelet op advies nr. 72.503 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Voorwerp, toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 20 februari 2014: het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming ;

2° het decreet van 6 mei 1999: het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

3° de Dienst : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", als bedoeld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi" ;

4° persoon: de persoon die zijn hoofdverblijfplaats in het Franse taalgebied van het Waals Gewest heeft;

5° werkzoekende : iedere werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°/1, 2°/2 en 2°/3 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

6° taaloperator: de operator die taalverblijven organiseert;

7° geaccrediteerde taaloperator: de taaloperator die per project geselecteerd wordt na afloop van een analyseprocedure gebaseerd op welomschreven criteria, op offertes die ontvangen zijn in het kader van de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling, georganiseerd door de Dienst;

8° geaccrediteerde talenschool: talenschool, gevestigd in de Europese Unie buiten het Franstalige taalgebied of gevestigd in het Verenigd Koninkrijk, geselecteerd na afloop van een analyseprocedure, gebaseerd op welomschreven criteria, op offertes die ontvangen zijn in het kader van de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling, georganiseerd door de Dienst;

9° taalbad: iedere ervaring in een talenschool, in een schoolinrichting of in een onderneming, waardoor de taalvaardigheden of de taalvaardigheden toegepast op een beroep verbeterd worden;

10° inleefstage: iedere ervaring in een onderneming in het buitenland, in het Vlaams Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap waardoor de taalvaardigheden of de taalvaardigheden toegepast op een beroep verbeterd worden;

11° schoolinrichting: de schoolinrichting beheerd door een inrichtende macht die afhangt van het net erkend door de openbare overheid van de plaats van het taalbad;

12° kwalificerend onderwijs: de gezamenlijke opties van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap, waaronder vallend het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs;

13° IFAPME : het « Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises » ingevoerd bij het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

14° opleidingscentrum van het IFAPME-net: het opleidingscentrum zoals omschreven in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en erkend volgens de voorwaarden van het besluit van 24 april 2014 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de opleidingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun centrumdirecteur;

15° de certificering met een eindexamen van het secundair onderwijs : het studiegetuigschrift van het secundair beroepsonderwijs, het bekwaamheidsgetuigschrift afgeleverd na afloop van het zesde jaar van het secundair kwalificatieonderwijs in het technisch, het kunst of het beroepsonderwijs, evenals na afloop van het zevende jaar van sommige richtingen van het secundair kwalificatieonderwijs in het technisch, het kunst of het beroepsonderwijs, het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs afgeleverd na het zesde jaar van sommige richtingen van het algemeen, technisch en kunstonderwijs en na afloop van het zevende jaar van sommige richtingen van het secundair beroepsonderwijs;

16° taaltoets: de ELAO-taaltoets die door de Dienst wordt gebruikt, omvattende:

a) een computeronderdeel, omvattende een deel grammatica, een deel woordenschat en een deel begrijpend lezen en begrijpend luisteren;

b) een mondeling onderdeel, dat gegrond is op een algemeen stramen van vragen en een eindomschrijving van mondelinge per niveau ingedeelde vaardigheden;

17° studietoelage: financiële steun, toegekend aan de leerlingen van het secundair onderwijs en/of aan de studenten van het hoger onderwijs krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 november 2021 tot regeling van studietoelagen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

18° Wallangues : platform voor het aanleren van talen, ingevoerd bij artikel 39 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming.

Voor de toepassing van lid 1, 16°, voert een opleidingsverstrekker van de Dienst de mondelinge test uit. De vastgestelde taalniveaus stemmen met het Gemeenschappelijk Europees referentiekader overeen, afgekort GERK. Ten behoeve van een fijnmaziger evaluatie worden de niveaus van het Europees referentiekader onderverdeeld in vier subniveaus: +0, +25, +50, +75.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen*

Art. 3. De persoon is de enige verantwoordelijke voor de opening en de handhaving van zijn rechten in het kader van de Belgische sociale zekerheid tijdens het taalbad. Daartoe vervult de persoon alle nodige formaliteiten zowel in België als in het buitenland.

Tijdens de hele duur van het taalbad draagt de persoon de risico's gebonden aan de ziekte, de lichamelijke ongevallen, de repatriëring en de burgerlijke aansprakelijkheid. Vóór zijn vertrek sluit de persoon een verzekering af voor het geheel van de vermelde risico's.

Tijdens de lesuren verzekert de schoolinrichting of de geaccrediteerde talenschool de persoon tegen de risico's voor lichamelijke ongevallen waarvan hij slachtoffer kan zijn en tegen de geldelijke gevolgen waaraan hij wegens zijn burgerlijke aansprakelijkheid blootgesteld is.

Art. 4. De geaccrediteerde taaloperator of de geaccrediteerde talenschool die het taalbad organiseert waakt over het goed verloop ervan en voorziet in de bijstand aan de persoon tijdens de duur ervan.

Indien het taalbad een inleefstage omvat, is de geaccrediteerde taaloperator of de geaccrediteerde talenschool verantwoordelijk voor de organisatie en het goede verloop van de inleefstage in een bedrijf.

Art. 5. De Dienst organiseert de vaststelling van de taalniveaus op grond van een taaltoets.

De uitslagen van de toets bedoeld in lid 1 zijn zes maanden geldig.

Art. 6. Indien de persoon voortijdig een einde maakt aan het taalbad, informeert hij onmiddellijk de Dienst en de geaccrediteerde operator evenals de schoolinrichting, de geaccrediteerde talenschool of het betrokken bedrijf.

HOOFDSTUK III. — *Beurzen toegekend aan werkzoekenden*

Afdeling 1. — Voorwerp van de beurs en toekenningsvoorwaarden

Art. 7. De Dienst kan onder de voorwaarden van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aan werkzoekenden beurzen toekennen die geheel of gedeeltelijk de kosten dekken die inherent zijn aan een taalbad in een geaccrediteerde talenschool of aan een inleefstage met taalbad.

Het taalbad bedoeld in lid 1 vindt plaats in het Vlaams Gewest, in de Duitstalige Gemeenschap of in het buitenland.

Art. 8. De werkzoekende kan in aanmerking komen voor de beurs voor het taalbad, beoogd in dit hoofdstuk, onder volgende samengevoegde voorwaarden:

1° hij wordt sinds minstens vier opeenvolgende weken gepositioneerd op één of meerdere beroepen waarbij taalvaardigheid gevraagd wordt;

2° het taalbad houdt verband met de positionering van de werkzoekende op een desbetreffend beroep;

3° hij volgt of heeft met vrucht een kwalificerende opleiding gevolgd die verband houdt met de positionering op een desbetreffende beroep bij een door het Waals Gewest erkende of gesubsidieerde onderwijs- of opleidingsverstrekker of bij een openbare dienst;

4° hij is geslaagd voor de in de afdelingen 4 tot 6 van dit hoofdstuk vereiste taaltoets.

Voor de toepassing van lid 1, 1° en 2°, wordt de positionering op een beroep omschreven als zijnde de identificatie, die zich waarschijnlijk gedurende de gehele loopbaan zal ontwikkelen, van het beroep of de beroepen waarin de werkzoekende werk wil zoeken, ongeacht of hij al dan niet over alle vereiste vaardigheden beschikt.

Volgende titels worden beschouwd als het welslagen van de opleiding als bedoeld in lid 1, 3°:

1° het getuigschrift van het zesde leerjaar van het secundair beroepsonderwijs, het bekwaamheidsgetuigschrift afgeleverd aan het einde van het zesde jaar van van het secundair kwalificatieonderwijs in het technisch, kunst- of beroepsonderwijs, alsook aan het einde van het zevende jaar van sommige richtingen van het secundair kwalificatieonderwijs in het technisch, kunst- of beroepsonderwijs, het getuigschrift hoger secundair onderwijs afgeleverd na afloop van het zesde jaar van het algemeen, het technisch en het kunstonderwijs, evenals na afloop van het zevende jaar van sommige richtingen van het secundair beroepsonderwijs of elk gelijkwaardig diploma erkend in België;

2° het Belgisch diploma van het hoger onderwijs van het korte type of van het lange type, een Belgische beslissing in verband met de gelijkwaardigheid of iedere andere in België erkende gelijkwaardige titel;

3° de certificering verstrekt door het IFAPME;

4° het competentiebewijs, overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 betreffende de validering van de vaardigheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

5° het bekwaamheidsattest, verkregen tijdens een opleiding, verstrekt door de Dienst of het "IFAPME";

66° het attest van welslagen voor de proef aan het einde van de opleiding, verstrekt door de Dienst.

Art. 9. De beurs dekt geheel of gedeeltelijk de kosten gemaakt door de werkzoekende voor:

1° de vervoersbewijzen van een enkele reis heen en terug tussen zijn woonplaats en zijn huisvestingslocatie;

2° de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde taaloperator voor de kosten van de cursussen, van de organisatie van het verblijf en van de huisvesting;

3° de huisvestingsfactuur indien niet-inbegrepen in de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde taaloperator;

4° de abonnementen op het openbaar vervoer waarop ter plaatse is ingetekend;

5° voor het in afdelingen 4 en 5 van dit hoofdstuk bedoelde taalbad, een vergoeding van maximum vijftig euro per week voor de maaltijdkosten indien ze niet in de huisvestingsfactuur zijn inbegrepen, ongeacht of het in vol of half pension is;

6° de bijkomende kosten in verband met repatriëring wanneer het taalbad wordt onderbroken wegens overmacht, zoals oorlog, rellen of politieke oproer.

In afwijking van het eerste lid bestaat de beurs voor het taalbad bedoeld in afdeling 6 uit een forfaitaire vergoeding per gepresteerde week.

Afdeling 2. — Toekenningsmodaliteiten

Art. 10. De Dienst kent de in dit hoofdstuk bedoelde beurs op basis van een oproep tot de kandidaten toe.

De oproep tot de kandidaten is maandelijks en elke oproep duurt drie weken.

Art. 11. De werkzoekende richt de beursaanvraag aan de hand van het formulier beschikbaar op de website van de Dienst, aan de Dienst via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet.

De Minister bevoegd voor Vorming bepaalt de vereiste gegevens en documenten.

Art. 12. De Dienst controleert de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de gegevens en documenten vereist in het aanvraagformulier en bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, stelt de Dienst de werkzoekende in de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag in kennis daarvan.

De werkzoekende dient de opgevraagde stukken en inlichtingen via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, in.

De Dienst richt binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst een herinnering met de lijst van de ontbrekende stukken aan de werkzoekende.

Indien de Dienst de ontbrekende stukken en gegevens niet ontvangt binnen vijftien dagen volgend op de in het vierde lid bedoelde herinnering, wordt de aanvraag onbehandeld gelaten. De Dienst licht de werkzoekende daar bij aangetekend schrijven over in.

Art. 13. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, behandelt de Dienst de aanvraag ten opzichte van de toekenningsvoorwaarden:

1° vermeld in artikel 8 ;

2° betreffende elk soort taalbad bedoeld in de afdelingen 4 tot 6 van dit hoofdstuk.

§ 2. De beurs wordt binnen tien dagen na de datum van afsluiten van de oproep tot de kandidaten door de administrateur-generaal van de Dienst dan wel de door hem gemachtigd persoon toegekend of geweigerd ten opzichte van de in § 1 bedoelde toekenningsvoorwaarden en binnen de specifieke begrotingsperken die jaarlijks worden bepaald in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

§ 3. De Dienst maakt een gemotiveerde rangschikking op van de aanvragen voor taalbaden, georganiseerd in de afdelingen 4 tot 6 van dit hoofdstuk, binnen de tien dagen volgend op de datum van afsluiten van de oproep tot de kandidaten bedoeld in artikel 10, lid 1, voor het risico dat de begrotingsenvelop voor de dienovereenkomstige maand, en door de Dienst vastgelegd ten opzichte van het aantal in ontvangst genomen en gunstig geachte aanvragen, overschreden wordt.

§ 4. Voor de vaststelling van de in § 3 bedoelde rangschikking verwijst de Dienst naar de volgende criteria die ingedeeld worden naar gelang van hun belang en volgens de weging bepaald als volgt:

1° het belang van de taalvaardigheden in het professionele project van de werkzoekende met betrekking tot zijn beroepspositionering worden vijftig percent van de punten toebedeeld;

2° de relevantie van het taalbad ten opzichte van de behoefte aan beroepservaring van de werkzoekende; dertig percent van de punten worden toebedeeld;

3° de werkzoekende die minder dan dertig jaar oud is: twintig percent van de punten worden toebedeeld.

De toekenning van de beurs wordt beperkt tot de dossiers die de hoogste rangschikking krijgen en die minstens zestig percent van de punten krijgen.

De dienst "Talen" van de Dienst maakt het voorstel tot rangschikking aan de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon over.

Binnen tien dagen na ontvangst van de rangschikking wordt de beurs op grond van de rangschikking toegekend dan wel geweigerd door de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon.

§ 5. Onverminderd de voorwaarden voor de toekenning en de uitbetaling van de schijven van dit hoofdstuk heeft de toekenningsbeslissing betrekking op het globaal bedrag van de beurs waarop de werkzoekende aanspraak kan maken met inachtneming van de vermelde voorwaarden betreffende elk soort taalbad bedoeld in de afdelingen 4 tot 6 van dit hoofdstuk.

De Dienst deelt de beslissing bij aangetekend schrijven aan de werkzoekende mee binnen tien dagen na de beslissing.

De beslissing omvat de lijst van de stukken die aan de Dienst overgemaakt moeten worden voor de uitbetaling van de eerste schijf zoals bedoeld in artikel 14, §2.

Afdeling 3. — Nadere regels voor de uitbetaling en de rechtvaardiging van het gebruik van de beurs

Art. 14. § 1. De beurs wordt in twee schijven op degressieve wijze uitbetaald.

§ 2. De Dienst stort de eerste schijf van de beurs die met 75 procent van de beurs overeenstemt, op de daartoe vermelde bankrekening aan de werkzoekende binnen 15 dagen na ontvangst van de bewijsstukken voor de uitbetaling van de eerste schijf.

De in § 1 bedoelde storting van de eerste schijf hangt af van de zending, door de werkzoekende, voor het taalbad bedoeld:

1° in afdeling 4, van een pro forma factuur van de geaccrediteerde talenschool en, in voorkomend geval, van een huisvestingsfactuur indien zij niet inbegrepen is in de factuur van de geaccrediteerde talenschool;

2° in afdeling 5, van het stageplan verstrekt door de onderneming en, in voorkomend geval, van de factuur van de geaccrediteerde taaloperator en van een huisvestingsfactuur indien zij niet inbegrepen is in de factuur van de geaccrediteerde taaloperator;

3° in afdeling 6, van het bewijs van de boeking van huisvesting, van de ondertekende overeenkomst voor preciaire bewoning of van een ondertekende huurovereenkomst en van een stageplan verstrekt door de onderneming.

De stukken in verband met de uitbetaling van de eerste schijf worden aan de Dienst overgemaakt bij ieder middel waarmee ze van een vaste datum wordt voorzien, uiterlijk twintig dagen voor het vertrek van de werkzoekende.

§ 3. Binnen de vijftien dagen volgend op de datum van diens terugkeer maakt de werkzoekende bij een schrijven via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, de stukken aan de Dienst over, waarmee worden verantwoord:

1° zijn daadwerkelijke aanwezigheden op de cursussen georganiseerd door de geaccrediteerde talenschool of, in geval van een inleefstage, zijn daadwerkelijke aanwezigheden in de onderneming;

2° de evaluatiedocumenten of de documenten van de werken gebonden aan het uitgevoerde project, waaronder, voor de taalbaden in een talenschool, het verslag betreffende het taalbad en het verslag van het bezoek in de onderneming opgemaakt door de werkzoekende in de doeltaal en voor de taalbaden in ondernemingen bedoeld in de afdelingen 5 en 6, het verslag opgemaakt door de werkzoekende in de doeltaal.

Indien de stukken niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden overgemaakt, stuurt de Dienst een herinnering bij aangetekend schrijven opdat de werkzoekende bedoelde stukken binnen vijftien dagen na ontvangst van de herinnering overlegt.

Behoudens geval van overmacht, beoordeeld door de Dienst, waaronder ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de werkzoekende en behoorlijk aangetoond aan de hand van een officieel document, is de beurs niet verschuldigd als de verantwoordingsstukken niet tijdig worden overgemaakt. De werkzoekende kan zijn bemerkingen en zijn verweermiddelen te gelde maken binnen de vijftien dagen na ontvangst van de door de Dienst verzonden vorderingsbrief. De Dienst bevestigt of weerlegt zijn aanvankelijke beslissing binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verweermiddelen.

De werkzoekende betaalt het reeds geïnde voorschot terug binnen de dertig dagen na ontvangst van het schrijven waarbij de terugbetalingsaanvraag die de Dienst aan hem gericht heeft bevestigd dan wel weerlegd wordt.

§ 4. In geval van ongerechtvaardigde afwezigheden op de cursussen of in de onderneming boven op het percentage van tien procent van toegelaten ongerechtvaardigde afwezigheden is de beurs niet volledig verschuldigd. Het reeds gestorte voorschot blijft verworven naar rato van de gerechtvaardigde sommen en van de gepresterde dagen.

De Dienst richt een vorderingsbrief aan de werkzoekende, waarin hij hem verzoekt om het reeds gestorte en ongerechtvaardigde bedrag van de beurs zelfs in geval van verbetering van de talenkennis binnen dertig dagen terug te betalen en om zijn afwezigheden te rechtvaardigen.

In de zin van dit besluit wordt een afwezigheid gerechtvaardigd door:

1° de onpasselijkheid of ziekte van de werkzoekende, gedekt door een medisch getuigschrift of een officieel document dat door een ziekenhuiscentrum van de plaats van het taalbad is afgeleverd ;

2° elk document afgeleverd door een openbare overheid waaruit blijkt dat de werkzoekende de tijdens de lessen of de stage vervulde administratieve stappen niet op een ander ogenblik kon verrichten;

3° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden beoordeeld door de Dienst, waaronder de ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de werkzoekende op basis van het overmaken van een officieel document.

§ 5. Binnen tien dagen na de datum van zijn terugkeer licht de werkzoekende de Dienst daarover in en komt hij een datum met de Dienst overeen om de taaltoets af te leggen om zijn taalniveau na het taalbad te bepalen.

Indien de taaltoets niet wordt afgelegd, is de tweede schijf van vijftientwintig procent door de Dienst niet verschuldigd behalve in door de Dienst beoordeelde en behoorlijk gerechtvaardigde gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden.

§ 6. Binnen tien dagen na de datum van het afleggen van de taaltoets na het taalbad door de werkzoekende beslist de Dienst over de uitbetaling van de tweede schijf van de beurs ten opzichte van de overgemaakte stukken en deelt hij zijn beslissing aan de werkzoekende mee.

De Dienst richt een ter post afgegeven of elektronisch schrijven aan de werkzoekende waarbij hij het bericht krijgt dat de procedure voor de storting van het saldo van de beurs al dan niet is aangevat.

§ 7. Zijn de uitgaven voor de taalbaden van de afdelingen 4 en 5 van dit hoofdstuk onvoldoende, wordt de beurs niet geheel, maar naar verhouding van de verantwoorde sommen verschuldigd.

§ 8. Het frauduleuze verkrijgen van de beurs geeft aanleiding tot de terugbetaling van de gestorte bedragen.

Afdeling 4. — Taalbad in een talenschool binnen de Europese Unie buiten het Franse taalgebied of in het Verenigd Koninkrijk

Art. 15. De werkzoekende die voldoet aan de in artikel 8 verwoorde voorwaarden kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een taalbad van drie weken in België buiten het Franse taalgebied of in een lidstaat van de Europese Unie of in het Verenigd Koninkrijk in een geaccrediteerde talenschool die minstens twintig volledige lessen per week aanbiedt. Die duur kan worden ingekort tot twee weken indien het professioneel project, het taalniveau of de beschikbaarheid van de kandidaat dit verantwoordt.

Art. 16. § 1. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel:

- 1° Nederlands, voor een taalbad in het Vlaams Gewest of in Nederland;
- 2° Duits, voor een taalbad in Duitsland, Oostenrijk of in de Duitstalige Gemeenschap;
- 3° Engels, voor een taalbad in het Verenigd Koninkrijk, Ierland of Malta.

§ 2. Het taalbad, naast de leergang in een geaccrediteerde talenschool, omvat een moment dat voorbehouden is voor één of meerdere bezoeken aan lokale ondernemingen met een totale duur van minimum twee uur per verblijf, waarvoor een verslag wordt opgemaakt door de werkzoekende in de doeltaal en afgegeven na afloop van het taalbad.

§ 3. Het taalbad beoogd in deze afdeling vereist voorafgaande minimale taalvaardigheden. Het vereiste taalniveau is minstens A2 in de globale uitslag.

In afwijking van lid 1 is het vereiste taalniveau, wanneer het taalbad georganiseerd wordt voor een duur van twee weken, minimum B1.

Als het taalniveau bedoeld in de leden 1 en 2 niet wordt bereikt, kan de werkzoekende een vormingsmodule in het taalniveau A1 volgen, georganiseerd door de Dienst, of zijn niveau verbeteren op Wallangues in een programma begeleid door een opleidingsverstreker van de Dienst.

Art. 17. Het maximumbedrag van de beurs bedoeld in artikel 15 bedraagt:

- 1° duizend vijf honderd euro voor het taalbad van twee weken buiten België;
- 2° twee duizend euro voor het taalbad van drie weken buiten België;
- 3° duizend zeven honderd euro voor het taalbad van twee weken in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap;
- 4° twee duizend twee honderd euro voor het taalbad van drie weken in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap.

Afdeling 5. Taalbad in een bedrijf binnen de Europese Unie buiten België

Art. 18. De werkzoekende die voldoet aan de in artikel 8 bedoelde voorwaarden kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een taalbad van tien of twaalf weken in een onderneming in de Europese Unie buiten België, georganiseerd door een geaccrediteerde operator of de werkzoekende op eigen kracht.

Het taalbad van tien weken bestaat uit een gewone inleefstage in een onderneming en houdt een aanwezigheid van minimum dertig uur in de onderneming per week in.

De inleefstage van twaalf weken omvat twee weken voorbereidingscursussen in een geaccrediteerde talenschool naar rato van twintig uur per week en tien weken inleefstage in een onderneming naar rato van minimum dertig uur in het bedrijf per week.

Art. 19. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel:

- 1° het Nederlands voor een taalbad in Nederland;
- 2° het Duits voor een taalbad in het Duitsland of in Oostenrijk;
- 3° het Engels voor een taalbad in Ierland of Malta.

Art. 20. Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis:

Taal	Bestemming en duur	Niveau mondelinge kennis	Grammaticaal niveau
Nederlands	Taalbad 10 weken	B2	B1+50
	Taalbad 12 weken	B1+50	B1
Duits	Taalbad 10 weken	B2	B1+50
	Taalbad 12 weken	B1+50	B1
Engels	Taalbad 10 weken Malta	B1+50	B1
	Taalbad 12 weken Malta	B1	B1
	Taalbad 10 weken Ierland	B2+50	B2
	Taalbad 12 weken Ierland	B2	B1+50

In afwijking van lid 1 kan de Dienst het vereiste niveau verlagen gelet op de taalbehoeften in het beroep waarop de werkzoekende gepositioneerd wordt.

Als het taalniveau bedoeld in leden 1 en 2 niet wordt bereikt, kan de werkzoekende een vormingsmodule volgen, georganiseerd door de Dienst, of zijn niveau op Wallangues verbeteren in een programma begeleid door een opleidingsverstreker van de Dienst.

Art. 21. Het maximumbedrag van de beurs bedoeld in artikel 18 bedraagt:

- 1° voor de taalbaden van tien weken in Malta, twee duizend negen honderd euro;
- 2° voor de taalbaden van twaalf weken in Malta, drie duizend negen honderd euro;
- 3° voor de taalbaden van tien weken in Nederland, Duitsland, Oostenrijk of Ierland, drie duizend twee honderd euro;

4° voor de taalbaden van twaalf weken in Nederland, Duitsland, Oostenrijk of Ierland, vier duizend twee honderd euro.

Afdeling 6. — Inleefstages met taalbad in het Vlaams Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap

Art. 22. De werkzoekende die voldoet aan de voorwaarden verwoord in artikel 8 en in artikel 24 kan het voordeel aanvragen van een beurs voor een inleefstage met taalbad van twaalf weken in een onderneming in het Vlaams Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap die ingegaan is op diens aanvraag voor een stage in een voltijdse arbeidsregeling positief.

Het taalbad bedoeld in deze afdeling heeft betrekking op:

- 1° het Nederlands, in het Vlaams Gewest;
- 2° het Duits, in het Duitstalige taalgebied in België.

Het taalbad bedoeld in huidige afdeling vereist voorafgaandelijke minimumvaardigheden in talen. Het vereiste taalniveau is B1.

Ter afwijking van lid 3 kan de Dienst het vereiste taalniveau naar beneden bijstellen, gelet op de taalbehoeften in het beroep waarop de werkzoekende gepositioneerd wordt.

Als het taalniveau bedoeld in leden 3 en 4 niet wordt bereikt, kan de werkzoekende een opleidingsmodule volgen, georganiseerd door de Dienst, of zijn taalniveau verbeteren op Wallangues in een programma onder begeleiding van een opleidingsverstreker van de Dienst.

De inleefstage kan worden voorafgegaan door twee of drie weken voorbereidende cursussen in een geaccrediteerde talenschool in dezelfde taal. De inleefstage wordt dan beperkt tot tien of negen weken.

Art. 23. Voor de samenwerking tussen de onderneming en de werkzoekende wordt een overeenkomst opgesteld waarin bepaald wordt hoe de verplichtingen onderling tussen partijen worden verdeeld en waarin een stageplan wordt opgenomen.

Met inachtneming van de overeenkomst bedoeld in lid 1 kan de werkzoekende aanspraak maken van de vergoedingen bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

De werkzoekende komt in aanmerking voor een forfaitaire vergoeding ten belope van negentien euro per gepresterde dag, namelijk vijftien euro per week indien hij het bewijs voorlegt van de boeking van een huisvesting, de overeenkomst voor preciaire bewoning of de ondertekende huurovereenkomst betreffende een woning in de taalregio als bedoeld in artikel 22, lid 2.

Art. 24. De werkzoekende schrijft zich complementair in bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling van de plaats waar de inleefstage plaatsvindt.

HOOFDSTUK IV. — Kortdurende beurzen toegekend aan leerlingen, studenten en lerenden

Afdeling 1. — Inhoud van de beurzen en toekenningsvoorwaarden

Art. 25. De Dienst kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, beurzen toekennen ter dekking van het geheel of een deel van de kosten voor een kortdurend taalbad, online of met fysieke aanwezigheid in talenschool, een schoolinrichting of in een onderneming, in België of in het buitenland.

Art. 26. Een persoon kan in aanmerking komen voor de beurs voor het taalbad als bedoeld in dit hoofdstuk als zij tegelijk:

- 1° minstens achttien jaar oud is op het ogenblik van de aanvraag;
- 2° niet werkzoekende is, niet de wettelijke pensioenleeftijd heeft bereikt, niet onder een arbeidsovereenkomst valt of een statutaire betrekking onderhoudt en geen enkele activiteit uitoefent als zelfstandige in bij- of in hoofdberoep;
- 3° op het ogenblik van de indiening van de aanvraag:

a) ofwel regelmatige leerling is in een algemene secundaire onderwijsinrichting, in een kwalificerende, technische onderwijsinrichting, in het kunst- of beroepsonderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, regelmatige leerling of student is in een onderwijsinrichting van sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een onderwijsinrichting van het hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

b) ofwel een regelmatige lerende is in een vormingscentrum van het IFAPME-net;

4° de taalvaardigheden nodig zijn in haar beroeps-, studie- of professionele project, haar studie- of opleidingsproject.

Art. 27. De beurs dekt geheel of ten dele de kosten aangegaan door de persoon voor:

- 1° vervoersbewijzen in één enkele heen- en terugreis tussen zijn of haar woonplaats en zijn of haar plaats van huisvesting;
- 2° de factuur van de talenschool, de onderwijsinrichting of de taaloperator voor de kostprijs van de cursussen, de organisatie van de opleiding en de huisvesting;
- 3° de factuur voor de huisvesting als deze niet inbegrepen is in de factuur van de taalschool, de schoolinrichting of de taaloperator;
- 4° de kosten voor reizen met het openbaar vervoer tussen de woonplaats en de taalschool, de onderwijsinrichting of de onderneming wanneer geen huisvesting aanwezig is.

Voor de toepassing van lid 1, 2° en 3°, is de huisvesting buiten het Franse taalgebied en Brussel gelegen.

Art. 28. De persoon organiseert haar taalbad alleen of via een talenschool, een schoolinrichting of een taaloperator.

Afdeling 2. — Nadere toekenningsregels

Art. 29. De Dienst kent de beurzen, bedoeld bij dit hoofdstuk, toe op grond van een maandelijks oproep tot de kandidaten, bekendgemaakt op de website van de Dienst.

Art. 30. § 1. De persoon richt de beursaanvraag aan de Dienst via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, middels het formulier voor de aanvraag van een financiële tegemoetkoming, beschikbaar op de website van de Dienst.

De Minister bevoegd voor Vorming bepaalt de vereiste informatie en documenten.

§ 2. De Dienst gaat na of de aanvraag volledig is, ten opzichte van de informatie en de documenten bedoeld in paragraaf 1 en bevestigt er de ontvangst van binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, licht de Dienst de persoon daarover in via de zending waarmee ontvangst bevestigd wordt van de aanvraag.

De persoon dient de opgevraagde stukken en inlichtingen mee via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet.

De Dienst richt aan de persoon, binnen de vijftien dagen volgend op de datum van verzending van het bericht van ontvangst, een herinnering met de lijst van de ontbrekende stukken en inlichtingen.

Als de Dienst de ontbrekende stukken en inlichtingen binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van het herinneringsschrijven als bedoeld in lid 4 niet ontvangt, wordt de aanvraag onbehandeld gelaten. De Dienst licht de persoon daar per aangetekend schrijven over in.

§ 3. De Administrateur-generaal van de Dienst of de gemachtigde persoon neemt, binnen de tien dagen volgend op de datum van afsluiten van de oproep tot het indienen van kandidaturen, een gemotiveerde beslissing in tot toekenning of weigering van de beurs ten opzichte van de toekenningsvoorwaarden als bedoeld in artikel 26 en binnen de specifieke begrotingsperken, jaarlijks vastgesteld in de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest.

§ 4. Dreigt de begrotingsenvelop, toegewezen aan de dienovereenkomstige maand en vastgelegd door de Dienst, overschreden te worden, dan wordt voorrang gegeven aan de criteria die navolgend in afnemende rangorde zijn gerangschikt:

1° aan de personen die regelmatig ingeschreven zijn in het kwalificerend onderwijs, regelmatig ingeschreven zijn in een leergang van het vormingscentrum van het IFAPME-net en die in aanmerking komen voor een studietoelage, veertig percent;

2° aan het belang van de taalvaardigheden in het professionele project, twintig percent;

3° aan de personen die slechts beperkte kansen hebben in het aanleren van talen in hun onderwijs- of vormingstraject, twintig percent;

4° aan de taalbaden voor Nederlands of Duits, twintig percent.

§ 5. Onverminderd de voorwaarden voor de vereffening van de schijven van dit hoofdstuk heeft de toekenningsbeslissing betrekking op het globale bedrag van de beurs waarop de persoon aanspraak kan maken met inachtneming van de voorwaarden verwoord in dit hoofdstuk.

De persoon wordt door de Dienst per aangetekend schrijven, binnen de tien dagen te rekenen van de datum van de beslissing, van deze beslissing in kennis gesteld.

Afdeling 3. — Nadere regels voor de vereffening en de verantwoording van het gebruik van de beurs

Art. 31. § 1. De beurs als bedoeld in artikel 25 wordt, na afloop van het taalbad, in één enkele schijf uitbetaald.

§ 2. De Dienst stort de beurs, binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de stukken als bedoeld in lid 2, rekening houdend met de voorgelegde stukken, op de bankrekening die te dien einde werd opgegeven. De Dienst richt een post- of elektronisch schrijven aan de persoon waarbij zij erover ingelicht wordt dat de procedure voor het storten van het beursaldo is aangevat.

De storting van de beurs is verbonden aan de voorwaarde van het verzenden van volgende verantwoordingsstukken via een zending die van een vaste datum is voorzien, binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de datum van zijn of haar terugkeer:

1° de factuur van de talenschool, de schoolinrichting of de taaloperator;

2° de daadwerkelijke aanwezigheid op de cursussen, georganiseerd door de talenschool of de schoolinrichting, of in het geval van een inleefstage, de daadwerkelijke aanwezigheden in de onderneming;

3° de factuur van de reis- en huisvestingskosten;

4° de vervoerbewijzen van één enkele reis heen en terug tussen zijn woonplaats en zijn huisvestingslocatie.

Indien de stukken niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn worden overgemaakt, stuurt de Dienst een herinnering bij aangetekend schrijven opdat de persoon bedoelde stukken binnen vijftien dagen na ontvangst van het herinneringsschrijven overlegt.

Behoudens geval van overmacht, beoordeeld door de Dienst, waaronder ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de persoon en behoorlijk gestaafd aan de hand van een officieel document, is de beurs niet verschuldigd als de verantwoordingsstukken niet tijdig worden overgemaakt. De persoon kan zijn bemerkingen en zijn verweermiddelen te gelde maken binnen de vijftien dagen na ontvangst van de door de Dienst verzonden vorderingsschrijven. De Dienst bevestigt of weerlegt zijn aanvankelijke beslissing binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verweermiddelen. De persoon betaalt het reeds geïnde voorschot terug binnen de dertig dagen na ontvangst van het schrijven waarbij de terugbetalingsaanvraag die de Dienst aan hem gericht heeft bevestigd dan wel weerlegd wordt.

§ 3. Ter afwijking van paragraaf 1 wordt het bedrag van de beurs in twee schijven vereffend voor de persoon, regelmatig ingeschreven in het kwalificerend onderwijs, regelmatig ingeschreven in een leergang in een vormingscentrum van het IFAPME-net of die een studietoelage geniet.

De Dienst stort de eerste schijf, op de daartoe vermelde bankrekening aan de werkzoekende binnen 15 dagen na ontvangst van de bewijsstukken voor de uitbetaling van de eerste schijf, die overeenstemt met:

1° vijfenzeventig percent van het bedrag van de beurs indien deze een taalbad dekt in een taalschool met fysieke aanwezigheid;

2° vijftig percent van het bedrag van de beurs in alle overige gevallen.

De storting van de eerste schijf is verbonden aan de voorwaarde van het verzenden, door de persoon, via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, van volgende verantwoordingsstukken:

1° het bewijs van een regelmatige inschrijving in een schoolinrichting van het kwalificerend onderwijs, in een vormingscentrum van het IFAPME-net of een document waarmee de toekenning van een studietoelage bewezen wordt;

2° van het bewijs van de organisatie van het taalbad in een talenschool, een schoolinrichting of in een onderneming;

3° in voorkomend geval, het bewijs van de boeking van een huisvesting.

De tweede schijf is onderworpen aan de voorwaarde van de verzending van de bewijsstukken als bedoeld in paragraaf 2, lid 2.

Behoudens geval van overmacht, beoordeeld door de Dienst, waaronder ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de werkzoekende en behoorlijk gestaafd aan de hand van een officieel document, is de beurs niet verschuldigd als de verantwoordingsstukken niet tijdig worden overgemaakt. De persoon kan zijn bemerkingen en zijn verweermiddelen te gelde maken binnen de vijftien dagen na ontvangst van de door de Dienst verzonden vorderingsbrief. De Dienst bevestigt of weerlegt zijn aanvankelijke beslissing binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verweermiddelen. De persoon betaalt het reeds geïnde voorschot terug binnen de dertig dagen na ontvangst van het schrijven waarbij de terugbetalingsaanvraag die de Dienst aan hem gericht heeft, bevestigd dan wel weerlegt wordt.

De Dienst stort, binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de stukken bedoeld in lid 4, de tweede schijf van de beurs, op nazicht van de voorgelegde stukken, op de door de persoon daartoe opgegeven bankrekening. De Dienst richt een ter post afgegeven of elektronisch schrijven aan de persoon waarbij hij het bericht krijgt dat de procedure voor de storting van het saldo van de beurs al dan niet is aangevat.

§ 4. In geval van ongerechtvaardigde afwezigheden op de cursussen of in de onderneming boven op het percentage van twintig procent van gedoopte ongerechtvaardigde afwezigheden is de beurs niet volledig verschuldigd.

In de zin van dit besluit wordt een afwezigheid gerechtvaardigd door:

1° de onpasselijkheid of ziekte van de persoon, gedekt door een medisch getuigschrift of een officieel document dat door een ziekenhuiscentrum is afgeleverd ;

2° ieder document afgeleverd door een openbare overheid waaruit blijkt dat de persoon de tijdens de lessen of de stage vervulde administratieve stappen niet op een ander ogenblik kon verrichten;

3° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden bepaald door de Dienst, waaronder de ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de persoon op basis van het overmaken van een officieel document.

Als de persoon een voorschot gekregen heeft overeenkomstig paragraaf 3 van dit artikel, richt de Dienst een vorderingsbrief aan de persoon waarbij hij verzocht wordt om het reeds gestort en niet gerechtvaardigd bedrag van de beurs binnen de dertig dagen terug te betalen en om zijn afwezigheden te rechtvaardigen.

§ 5. In geval van onvoldoende onkosten is de beurs niet volledig maar naar rato van de gerechtvaardigde sommen verschuldigd.

§ 6. Het frauduleuze verkrijgen van de beurs geeft aanleiding tot de terugbetaling van de gestorte bedragen.

Afdeling 4. — Taalbad in een geaccrediteerde talenschool of in een schoolinrichting

Art. 32. De persoon die voldoet aan de voorwaarden verwoord in artikel 26 kan het voordeel van een beurs aanvragen voor een taalbad van twee of vier weken in een talenschool of in een schoolinrichting in Oostenrijk, Duitsland, België, Nederland, het Verenigd Koninkrijk, Ierland of Malta met een aanbod van:

1° minstens veertig volle lessen wanneer het taalbad een duur van twee weken heeft;

2° minstens tachtig volle lessen wanneer het taalbad een duur van vier weken heeft.

Art. 33. Het taalbad bedoeld bij deze afdeling heeft betrekking op Nederlands, Duits of Engels.

Art. 34. Het maximumbedrag van de beurs, als bedoeld in artikel 32, bedraagt drie honderd vijftig euro voor een taalbad van twee weken en zeven honderd euro voor een taalbad van vier weken.

Ter afwijking van het eerste lid bedraagt het maximumbedrag van het taalbad waarvoor huisvestings- of reiskosten dienen te worden gemaakt buiten het Franse taalgebied, vijf honderd euro voor een taalbad van twee weken of duizend euro voor een taalbad van vier weken.

Het bedrag van de beurs bedoeld in leden 1 en 2 wordt vermeerderd met honderd procent als de persoon regelmatig ingeschreven is in het kwalificerend onderwijs, regelmatig ingeschreven is in een leergang bij het IFAPME of een studietoelage geniet.

Afdeling 5. — Taalbad op afstand

Art. 35. De persoon die aan de voorwaarden verwoord in artikel 26 voldoet, kan het voordeel aanvragen van een beurs voor een taalbad op afstand voor een duur van minstens twee weken tot maximum zes maanden, voorgesteld door een talenschool of een schoolinrichting, waarbij minstens veertig volle lessen worden aangeboden voor de totale periode.

Art. 36. Het taalbad op afstand heeft betrekking op Nederlands, Duits of Engels.

Art. 37. Het maximumbedrag van de beurs als bedoeld in artikel 35 bedraagt drie honderd vijftig euro.

Het bedrag van de beurs bedoeld in lid 1 wordt vermeerderd met honderd procent als de persoon regelmatig ingeschreven is in het kwalificerend onderwijs, regelmatig ingeschreven is in een leergang in een vormingscentrum van het IFAPME-net of een studietoelage geniet.

Afdeling 6. — Inleefstage met taalbad

Art. 38. De persoon die voldoet aan de voorwaarden verwoord in artikel 26 kan het voordeel aanvragen van een beurs voor een taalbad van twee weken of vier weken in een onderneming in het Vlaamse Gewest, in de Duitstalige Gemeenschap, of in Oostenrijk, Duitsland, Nederland, Ierland of Malta, in voorkomend geval georganiseerd door een talenschool, een schoolinrichting of een taaloperator inhoudende :

1° een aanwezigheid van minstens veertig uren in de onderneming wanneer het taalbad een duur van twee weken heeft;

2° een aanwezigheid van minstens tachtig uren in de onderneming wanneer het taalbad een duur van vier weken heeft.

Art. 39. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel:

1° het Nederlands voor een taalbad in het Vlaamse Gewest of in Nederland;

2° het Duits voor een taalbad in Duitsland, Oostenrijk of in de Duitstalige Gemeenschap;

3° het Engels voor een taalbad in Ierland of Malta.

Art. 40. De samenwerking tussen de onderneming en de persoon maakt het voorwerp uit van een overeenkomst die de verdeling van de verplichtingen tussen de contracterende partijen bepaalt en die een stageplan omvat. De type-overeenkomst die gebruikt moet worden is beschikbaar op de website van de Dienst.

Art. 41. Het maximumbedrag van de beurs, als bedoeld in artikel 38, bedraagt drie honderd vijftig euro voor de taalbadformule van twee weken en zeven honderd euro voor de taalbadformule van vier weken.

Ter afwijking van het eerste lid bedraagt het maximumbedrag van het taalbad waarvoor huisvestings- of reiskosten dienen te worden gemaakt buiten het Franse taalgebied, vijf honderd euro voor een taalbad van twee weken of duizend euro voor een taalbad van vier weken.

Het bedrag van de beurs bedoeld in vorige leden wordt vermeerderd met honderd percent als de persoon regelmatig ingeschreven is in het kwalificerend onderwijs, regelmatig ingeschreven is in een leergang in een vormingscentrum van het IFAPME-net of een studietoelage geniet.

*HOOFDSTUK V. — Langdurige beurzen voor personen met een afgesloten traject in het secundair onderwijs**Afdeling 1. — Voorwerp van de beurs en toekenningsvoorwaarden*

Art. 42. De Dienst kan onder de voorwaarden van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, beurzen toekennen die geheel of gedeeltelijk de kosten dekken die inherent zijn aan een langdurige taalbad met een duur van achttien weken tot tien maanden in een geaccrediteerde talenschool of een schoolinrichting, gelegen in België of in het buitenland.

Art. 43. Een persoon kan in aanmerking komen voor de beurs voor het langdurig taalbad, beoogd in dit hoofdstuk, onder volgende samengevoegde voorwaarden:

1° op het ogenblik van het taalbad is hij of zij bloedverwant van een certificering met een einddiploma van het secundair onderwijs of een Belgische gelijkwaardigheidsbeslissing of ieder ander in België erkend gelijkwaardig getuigschrift of een leergetuigschrift van het IFAPME ;

2° hij of zij vraagt de beurs aan in het kalenderjaar van de certificatie met een einddiploma van het secundair onderwijs of van het leergetuigschrift van het IFAPME;

3° ze verantwoordt een behoefte inzake taalvaardigheden in het professionele project, studieproject of opleidingsproject van de persoon;

4° hij of zij is geslaagd voor de taalproef vereist in artikel 51, § 3.

Art. 44. De beurs dekt op forfaitair wijze de kosten gemaakt door de persoon voor:

1° de vervoerbewijzen van een enkele reis heen en terug tussen zijn woonplaats en zijn huisvestingslocatie;

2° de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde taaloperator voor de kosten van de cursussen, van de organisatie van het verblijf en van de huisvesting;

3° de huisvestingsfactuur indien niet-inbegrepen in de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde taaloperator;

4° de abonnementen op het openbaar vervoer waarop ter plaatse is ingetekend.

Afdeling 2. — Nadere toekenningsregels

Art. 45. De Dienst kent de in dit hoofdstuk bedoelde beurs op basis van een oproep tot de kandidaten toe.

De oproep tot de kandidaten is jaarlijks en begint op 15 januari en eindigt op 15 maart.

Art. 46. De persoon richt de beursaanvraag aan de hand van het formulier beschikbaar op de website van de Dienst, aan de Dienst via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet.

De Minister bevoegd voor Vorming bepaalt de vereiste informatie en documenten.

Art. 47. De Dienst controleert de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de gegevens en documenten als bedoeld in artikel 46, vereist in het aanvraagformulier en bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, stelt de Dienst de persoon in de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag in kennis daarvan.

De persoon dient de opgevraagde stukken en inlichtingen via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, in.

De Dienst richt binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst een herinneringsschrijven met de lijst van de ontbrekende stukken aan de persoon.

Indien de Dienst de ontbrekende stukken en gegevens niet ontvangt binnen vijftien dagen volgend op de in het vierde lid bedoelde herinnering, wordt de aanvraag onbehandeld gelaten. De Dienst licht de persoon bij aangetekend schrijven erover in.

Art. 48. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, behandelt de Dienst de aanvraag ten opzichte van de toekenningsvoorwaarden:

1° vermeld in artikel 43 ;

2° voor de in afdeling 4 bedoelde taalbaden.

§ 2. De Dienst stelt, binnen de vijftig dagen volgend op de datum van afsluiten van de oproep tot het indienen van kandidaten, een met redenen omklede rangschikking op van de aanvragen voor de taalbaden.

§ 3. Voor de vaststelling van de in § 2 bedoelde rangschikking verwijst de Dienst naar de volgende criteria die ingedeeld worden naar gelang van hun belang en volgens de weging bepaald als volgt:

1° de certificering met een einddiploma van het kwalificerend onderwijs, het leergetuigschrift van het IFAPME, de toekenning van een studietoelage van het schooljaar N of de toelaatbaarheid tot een studietoelage voor hoger onderwijs tegen de voorwaarden van het schooljaar N-1, worden veertig procent van de punten toegekend;

2° het belang van de taalvaardigheden in het beoogde beroeps-, studie- of opleidingsproject worden veertig procent van de punten toegekend;

3° het taalbad met betrekking tot het Nederlands, het Duits of een meertalenjaar, worden twintig procent van de punten toegekend.

De toekenning van de beurs wordt beperkt tot de best gerangschikte dossiers.

De dienst "Talen" van de Dienst maakt het voorstel tot rangschikking aan de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon over.

§ 4. De beurs wordt binnen tien dagen na ontvangst van de rangschikking, en uiterlijk op 20 mei, door de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon toegekend of geweigerd ten opzichte van de in § 1 bedoelde toekenningsvoorwaarden, van de in paragraaf 3 bedoelde voorrangscriteria en binnen de specifieke begrotingsperken die jaarlijks worden bepaald in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

§ 5. De Dienst beslist over de toekenning onder opschortende voorwaarde van het verkrijgen van een certificering met een einddiploma van het secundair onderwijs of een beslissing van gelijkwaardigheid, erkend in België, overgemaakt door de persoon, uiterlijk op 15 juli van het jaar van verstrekken ervan.

Bij gebrek aan officieel getuigschrift afgeleverd door de Franse Gemeenschap geldt een attest van welslagen dat door de inrichting van het secundair onderwijs op erewoord afgeleverd wordt, als bewijs van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

Indien het getuigschrift in het kader van een tweede zittijd verkregen wordt, maakt de persoon uiterlijk op 15 juli van het vertrekjaar een document aan de Dienst over, waaruit blijkt dat hij voor de examens van de tweede zittijd is ingeschreven. Na afloop van daarvan maakt de persoon het bewijs van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een Belgische beslissing over de gelijkwaardigheid over uiterlijk op 30 september van het jaar van aflevering van het document.

Indien hij op 15 juli van het vertrekjaar de vereiste documenten niet ontvangt, stuurt de Dienst binnen tien dagen een herinneringsschrijven bij aangetekend schrijven om de persoon eraan te herinneren dat de beurs niet verschuldigd zal zijn indien dit bewijs niet binnen vijftien dagen volgend op de zending van het herinneringsschrijven wordt overgemaakt.

Indien de persoon het bewijs van zijn welslagen binnen de voorgeschreven termijnen niet heeft overgemaakt, wordt de in het eerste lid bedoelde opschortende voorwaarde niet vervuld en wordt de beurs niet toegekend.

§ 6. Onverminderd de voorwaarden voor de toekenning en de uitbetaling van de schijven van dit hoofdstuk heeft de toekenningsbeslissing betrekking op het totaalbedrag van de beurs waarop de persoon aanspraak kan maken.

De Dienst deelt de beslissing bij aangetekend schrijven aan de persoon mee binnen tien dagen na de beslissing.

Afdeling 3. — Nadere regels voor de uitbetaling en de rechtvaardiging van het gebruik van de beurs

Art. 49. § 1. De beurs bedoeld in artikel 42 wordt in twee schijven op degressieve wijze uitbetaald.

§ 2. De Dienst stort de eerste schijf die met 75 procent van de beurs overeenstemt, op de daartoe vermelde bankrekening aan de werkzoekende binnen 15 dagen na ontvangst van de bewijsstukken voor de uitbetaling van de eerste schijf .

De in § 1 bedoelde storting van de eerste schijf hangt af van de zending, door de persoon:

1° van het bewijs van het verkrijgen van het welslagen voor de studies van het secundair onderwijs, een Belgische gelijkwaardigheidsbeslissing of ieder gelijkwaardig getuigschrift erkend in België;

2° het bewijs van de organisatie van het taalbad in een geaccrediteerde talenschool of in een schoolinrichting;

3° het document ten bewijze van de toekenning van een studietoelage voor het schooljaar N of de toelaatbaarheid van de persoon of van de persoon of personen die fiscaal ten laste zijn van de persoon die wenst in aanmerking te komen voor de beurs of zij die in zijn of haar onderhoud, in een studiebeurs voor het hoger onderwijs voorzien tegen de voorwaarden van het schooljaar N-1, voor de vermeerdeerde beurs bedoeld in artikel 53, § 1, lid 2.

Ter afwijking van lid 1 wordt de beurs, als de documenten nodig voor het bepalen van de toelaatbaarheid van de persoon tot een studietoelage voor het hoger onderwijs niet aan de Dienst kunnen worden overgemaakt voor 15 juli, in drie schijven vereffend, namelijk het voorschot van het bedrag van de basisbeurs binnen de termijn vastgesteld in lid 1, het voorschot van het bedrag van de vermeerdering binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de stukken; bedoeld in lid 2, 3°; en het saldo volgens de bepalingen vastgesteld in paragraaf 6.

§ 3. Tegen uiterlijk 15 augustus van het jaar waarin de terugkeer van het taalbad plaatsvindt, maakt de persoon, via elk middel dat de zending van een vaste datum voorziet, de stukken aan de Dienst over die een verantwoording zijn van:

1° de daadwerkelijke aanwezigheden op de cursussen, georganiseerd door de schoolinrichting of de geaccrediteerde talenschool;

2° de evaluatiedocumenten of de documenten van de werken gebonden aan het uitgevoerde project, waaronder, voor de immersie en het verslag van het bezoek in de onderneming opgemaakt door de persoon in de doeltaal.

Indien de stukken niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden overgemaakt, stuurt de Dienst een herinneringsschrijven bij aangetekend schrijven opdat de persoon bedoelde stukken binnen vijftien dagen na ontvangst van het herinneringsschrijven overlegt.

Behoudens geval van overmacht, beoordeeld door de Dienst, waaronder ernstige ziektes of het overlijden van een bloedverwant van de werkzoekende en behoorlijk aangetoond aan de hand van een officieel document, is de beurs niet verschuldigd als de verantwoordingsstukken niet tijdig worden overgemaakt. De persoon kan zijn bemerkingen en zijn verweermiddelen te gelde maken binnen de vijftien dagen na ontvangst van de door de Dienst verzonden schuldvordering. De Dienst bevestigt of weerlegt zijn aanvankelijke beslissing binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verweermiddelen. De persoon betaalt het reeds geïnde voorschot terug binnen de dertig dagen na ontvangst van het schrijven waarbij de terugbetalingsaanvraag die de Dienst aan hem gericht heeft bevestigd dan wel weerlegd wordt.

§ 4. Uiterlijk 15 september van het jaar van de terugkeer uit het taalbad, organiseert de Dienst de datum voor de presentatie van de taaltoets na het taalbad.

Indien de taaltoets niet wordt afgelegd of indien de vooruitgang in het taalniveau ontoereikend is; zoals bedoeld in artikel 53, § 2, dan is de tweede schijf van vijftientig procent niet door de Dienst verschuldigd, behoudens overmacht of buitengewone omstandigheden, beoordeeld door de Dienst en behoorlijk gerechtvaardigd.

§ 5. In geval van ongerechtvaardigde afwezigheden op de cursussen boven op het percentage van tien procent van toegelaten ongerechtvaardigde afwezigheden is de beurs niet volledig verschuldigd. Het reeds gestorte voorschot blijft verworven naar rato van de gerechtvaardigde sommen en van de gepresteerde dagen.

De Dienst richt een vorderingsbrief aan de persoon, waarin hij hem verzoekt om het reeds gestorte en ongerechtvaardigde bedrag van de beurs zelfs in geval van verbetering van de talenkennis binnen dertig dagen terug te betalen en, in voorkomend geval, om zijn afwezigheden te rechtvaardigen.

In de zin van dit besluit wordt een afwezigheid gerechtvaardigd door:

1° de onpasselijkheid of ziekte van de persoon, gedekt door een medisch getuigschrift of een officieel document dat door een ziekenhuiscentrum van de plaats van het taalbad is afgeleverd ;

2° elk document afgeleverd door een openbare overheid waaruit blijkt dat de persoon de tijdens de lessen of de stage vervulde administratieve stappen niet op een ander ogenblik kon verrichten;

3° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden bepaald door de Dienst, waaronder de ernstige ziekten of het overlijden van een bloedverwant van de persoon op basis van het overmaken van een officieel document.

§ 6. Binnen tien dagen na de datum van het afleggen van de taaltoets na het taalbad van de persoon en mits indiening van de verantwoordingsstukken als bepaald in paragraaf 3, beslist de Dienst over de uitbetaling de tweede schijf van de beurs ten opzichte van de overgemaakte stukken en deelt hij zijn beslissing aan de persoon mee.

De Dienst richt, al naar gelang de keuze van de persoon, gemaakt in het formulier bedoeld in artikel 46, een ter post afgegeven of elektronisch schrijven aan de persoon waarbij hij het bericht krijgt dat de procedure voor de storting van het saldo van de beurs al dan niet is aangevat.

§ 7. Het frauduleuze verkrijgen van de beurs geeft aanleiding tot de terugbetaling van de gestorte bedragen.

Afdeling 4. — Taalbad in een geaccrediteerde talenschool of in een schoolinrichting

Art. 50. § 1. Een persoon die voldoet aan de voorwaarden verwoord in artikel 43 kan een beurs aanvragen voor een taalbad van achttien weken tot tien maanden in een geaccrediteerde talenschool of een schoolinrichting, waarbij minstens twintig lessen per week worden aangeboden.

§ 2. Het taalbad heeft betrekking op het Nederlands, het Duits, het Engels, of een combinatie van twee van die talen, hierna meertalig jaar genoemd, in de volgende regio's en landen:

1° voor het Nederlands, het Vlaams Gewest, Nederland;

2° voor het Duits, de Duitstalige Gemeenschap, Duitsland, Oostenrijk;

3° voor het Engels, Ierland, Malta, het Verenigd Koninkrijk buiten Québec, de continentale staten van de Verenigde Staten en elk ander land dat door de Minister gepast wordt geacht op voorstel van de Dienst.

Voor het taalbad, georganiseerd in een talenschool, door een geaccrediteerde taaloperator, neemt de Dienst enkel voornoemde Europese regio's en landen of die landen die door de Minister gepast worden geacht op voorstel van de Dienst, overeenkomstig lid 1, 3°, in aanmerking.

Art. 51. § 1. De voorgestelde formules hebben betrekking op ofwel:

1° een volledig schooljaar in een schoolinrichting in één enkele taal;

2° een volledig schooljaar in een geaccrediteerde taalschool in het Nederlands of in het Duits;

3° een halfjaar in een schoolinrichting of een geaccrediteerde talenschool in één enkele taal;

4° een meertalig jaar in de zin van artikel 50, van twee schoolsemesters, in twee verschillende talen maar met een mogelijke combinatie van een halfjaar in een geaccrediteerde school en een halfjaar in een schoolinrichting.

In een schoolinrichting wordt het taalbad gegeven in een studieniveau gelijkwaardig aan het niveau van het voorlaatste of van het laatste jaar van het secundair onderwijs of van het eerste jaar van het hoger onderwijs. In een geaccrediteerde talenschool omvat het taalbad minstens achttien weken taallessen per halfjaar.

§ 2. Naast het leren in een geaccrediteerde taalschool of een schoolinrichting omvat het taalbad een moment bestemd voor één of meer bezoeken in plaatselijke bedrijven met een maximale duur van twaalf uur per halfjaar waarvoor door de persoon een verslag in de doeltaal opgemaakt wordt en aan het einde van het taalbad wordt afgegeven.

De bezoeken in ondernemingen kunnen virtueel plaatsvinden met een aangepaste duur mits voorafgaandelijke instemming van de Dienst.

§ 3. Het taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis. Het vereiste taalniveau is A1 in de taal van de immersie en A2 + 50 in het Nederlands of het Duits indien het project een eentalig taalbad in het Engels is.

Art. 52. Een geaccrediteerde operator of de persoon organiseert het in deze afdeling bedoelde taalbad. De geaccrediteerde operator is verantwoordelijk voor de organisatie van het taalbad en zorgt voor de bescherming en de bijstand aan de persoon.

Art. 53. § 1. De beurs bedoeld in artikel 50 heeft een forfaitair bedrag van twee duizend euro per halfjaar.

De beurs wordt vermeerderd met honderd percent als de persoon over een certificering met een einddiploma van het secundair onderwijs in het kwalificerend onderwijs, een leergetuigschrift van het IFAPME beschikt, of de personen die fiscaal ten laste zijn van de persoon die de beurs wenst te genieten of de personen die in zijn onderhoud voorzien, komt in aanmerking voor een studietoelage van het schooljaar N of is toelaatbaar voor een studietoelage voor hogere studies tegen de voorwaarden van het schooljaar N-1.

§ 2. De uitbetaling van de tweede schijf van de beurs hangt af van de verbetering van het niveau in de doeltaal die vereist wordt aan het einde van het in deze afdeling bedoelde taalbad.

De aan de terugkeer vereiste verbetering schommelt volgens het niveau van vertrek volgens de volgende tabel:

Eentalige stage 1 jaar	
Niveau van vertrek	Minimale verlangde verbetering:
A1	2 niveaus
A2	anderhalf niveau
Vanaf A2+75	1 niveau
B2	$\frac{1}{2}$ niveau
De stage van één semester en een meertalig jaar	
Niveau van vertrek	Minimale vereiste verbetering per halfjaar:
Tot A2+25	1 niveau
A2+50	$\frac{3}{4}$ van het niveau
B1	$\frac{1}{2}$ niveau
B2	$\frac{1}{4}$ van het niveau

Voor het in artikel 50, § 2, bedoelde taalbad "meertalig jaar", is de vereiste totale verbetering gelijkwaardig aan de som van de minimale verbeteringen van de twee halfjaren.

De minimale vooruitgang in één van beide talen kan, ter afwijking, van een half niveau zijn voor zover de vooruitgang in de andere taal het bereiken van de totale vereiste vooruitgang mogelijk maakt overeenkomstig artikel 53, § 2, lid 3.

Vanaf een vertrekniveau B1 is de minimale verbetering in één van de twee talen een kwartniveau en wordt verplicht gecompenseerd door de verbetering in de andere taal.

Vanaf een vertrekniveau C1 wordt de taaltoets afgelegd en moeten de uitslagen van de bij de terugkeer afgelegde toets minstens gelijkwaardig zijn aan de uitslagen van de toets voor het vertrek naar het taalbad.

HOOFDSTUK VI. — *Samenvoeging*

Art. 54. Eénzelfde persoon kan in aanmerking komen voor maximaal twee beurzen voor taalbaden als ofwel:

1° beide taalbaden minstens één inleefstage bevatten ;

2° beide taalbaden in twee verschillende talen uitgevoerd worden.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, kan de persoon, als de taalbaden in dezelfde taal plaatsvinden en het eerste taalbad uitgevoerd is in een geaccrediteerde talenschool of in een schoolinrichting, enkel in aanmerking komen voor de voorbereidende cursussen bepaald voor de inleefstages met taalbad in artikel 18, lid 3, en artikel 22, lid 6.

In afwijking van lid 1 kan een werkzoekende in aanmerking komen voor een maximum van drie beurzen voor taalbaden als deze taalbaden uitgevoerd worden in minstens twee verschillende talen en als twee van deze drie taalbaden taalbaden zijn in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap als bedoeld bij afdeling 6 van hoofdstuk 3.

In afwijking van lid 1 kan de persoon die in aanmerking komt voor een beurs voor een taalbad dat tijdens het eerste derde van de bepaalde duur onderbroken wordt wegens overmacht een nieuwe aanvraag indienen met het oog op het verkrijgen van een nieuwe beurs voor een taalbad mits toestemming van de Dienst.

HOOFDSTUK VII. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 55. Voor de berekening van de termijnen van dit besluit wordt de dag van de akte, die het vertrekpunt van de termijn is, niet meegerekend. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag evenwel uitgesteld tot de eerstkomende werkdag, namelijk iedere dag onder uitsluiting van de zaterdagen, de zondagen en de wettelijke feestdagen.

Art. 56. De Dienst wordt ermee belast de beurzen die onrechtmatig gestort of gebruikt zijn, of die ongerechtvaardigd zijn gebleven, met alle rechtsmiddelen terug te vorderen.

Art. 57. Jaarlijks verricht de Dienst een evaluatie van de uitvoering van de hoofdstukken 3, 4 en 5 en deelt het evaluatieverslag mee aan de Minister bevoegd voor Vorming en aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie".

Het evaluatieverslag bedoeld in lid 1 heeft minstens betrekking op het aantal toegekende beurzen, de verdeling van de beurzen per soort en per activiteitssector of beroep. Voor de hoofdstukken 3 en 5 heeft het eveneens betrekking op de voortgang van het niveau van de taalvaardigheden van de beursgerechtigden. Voor hoofdstuk 3 heeft het eveneens betrekking op het traject van de werkzoekenden in de twaalf maanden van het taalbad. De verschillende gegevens die in het evaluatieverslag worden opgenomen, worden anoniem gemaakt.

Elke promotie- of informatiecampagne omvat verplicht de vermelding van de deelname van het Waalse Gewest.

Art. 58. § 1. Elke partij is verantwoordelijk voor de door haar, in uitvoering van het decreet van 20 februari 2014 verwerkte gegevens. Elke partij waarborgt de inachtneming van de rechten van de personen betrokken bij de gegevensverwerking.

§ 2. De Dienst verwerkt de persoonsgegevens van de kandidaten en de personen die een beurs voor een taalbad genieten overeenkomstig artikel 4/1 van het decreet van 6 mei 1999.

De gegevens van de kandidaten en de personen die in aanmerking komen voor een beurs voor een taalbad worden centraal verwerkt, geaggregeerd en bewaard in hun enig dossier.

§ 3. De Dienst en de geaccrediteerde taaloperator worden gemachtigd om wat betreft de personen die een beurs genieten voor een taalbad de gegevenscategorieën, bedoeld in artikel 4/1, § 1, 1°, 3°, 5°, 7°, 8°, 9°, 10° en 19°, van het decreet van 6 mei 1999 uit te wisselen.

§ 4. De Dienst en de geaccrediteerde taalschool worden gemachtigd om wat betreft de personen die een beurs genieten voor een taalbad de gegevenscategorieën, bedoeld in artikel 4/1, § 1, 1°, 3°, 5°, 7°, 8°, 9°, 10° en 19°, van het decreet van 6 mei 1999 uit te wisselen.

§ 5. De Dienst en de schoolinrichting worden gemachtigd om wat betreft de personen die een beurs genieten voor een taalbad de gegevenscategorieën, bedoeld in artikel 4/1, § 1, 1°, 3°, 5°, 7°, 8°, 9°, 10° en 19°, van het decreet van 6 mei 1999 uit te wisselen.

§ 6. De geaccrediteerde taaloperator, de geaccrediteerde talenschool, de taaloperator, de onderneming en de schoolinrichting verwerken de administratieve gegevens, de gegevens betreffende de studies, de vormingen en de beheerste talen, de gegevens betreffende de beroepskwalificaties, de beroepsaspiraties en in voorkomend geval de beroepservaringen, evenals de gegevens betreffende de acties uitgevoerd in het kader van het taalbad betreffende de persoon die in aanmerking komt voor de beurs voor een taalbad voor zover als nodig voor de uitvoering van hun opdrachten.

§ 7. De geaccrediteerde taaloperator en de geaccrediteerde talenschool bewaren de persoonsgegevens verwerkt in het kader van het decreet van 20 februari 2014 maximum gedurende tien jaar te rekenen van het einde van het taalbad.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 59. Het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming wordt opgeheven.

In afwijking van lid 1 is het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming van toepassing op de beurzen toegekend voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 60. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

Namen, 21 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/30507]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 8 février 2023, monsieur Miloud BOUAZZA, est nommé agent de l'Etat dans la classe A3 au Service public fédéral Stratégie et Appui dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 15 septembre 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/30507]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 8 februari 2023, wordt mijnheer Miloud BOUAZZA benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A3 bij de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 15 september 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.